

GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG

FONDS DE RENOVATION DE LA

VIEILLE VILLE

Etablissement public créé par la loi du
29 juillet 1993



RAPPORT D'ACTIVITE
ET COMPTES ANNUELS
2008

GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG

**FONDS DE RENOVATION DE LA
VIEILLE VILLE**

Etablissement public créé par la loi du
29 juillet 1993

**RAPPORT D'ACTIVITE
ET COMPTES ANNUELS
2008**

Les publications

Rapport d'activité

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2004, 2005, 2006, 2007

Numéros épuisés: 1994, 1995, 1996, 1997, 2003

Livres

Restructuration d'un îlot au Marché-aux-Poissons,

Deux concours d'architectes, édition FRVV, 1998

Isabelle Yegles-Becker, De Fëschmaart, Description,
édition Le Phare, FRVV, 2002

Plaquettes :

Rénovation et agrandissement, L'Hôtel du Conseil d'Etat, édition FRVV, 2006

Magazine :

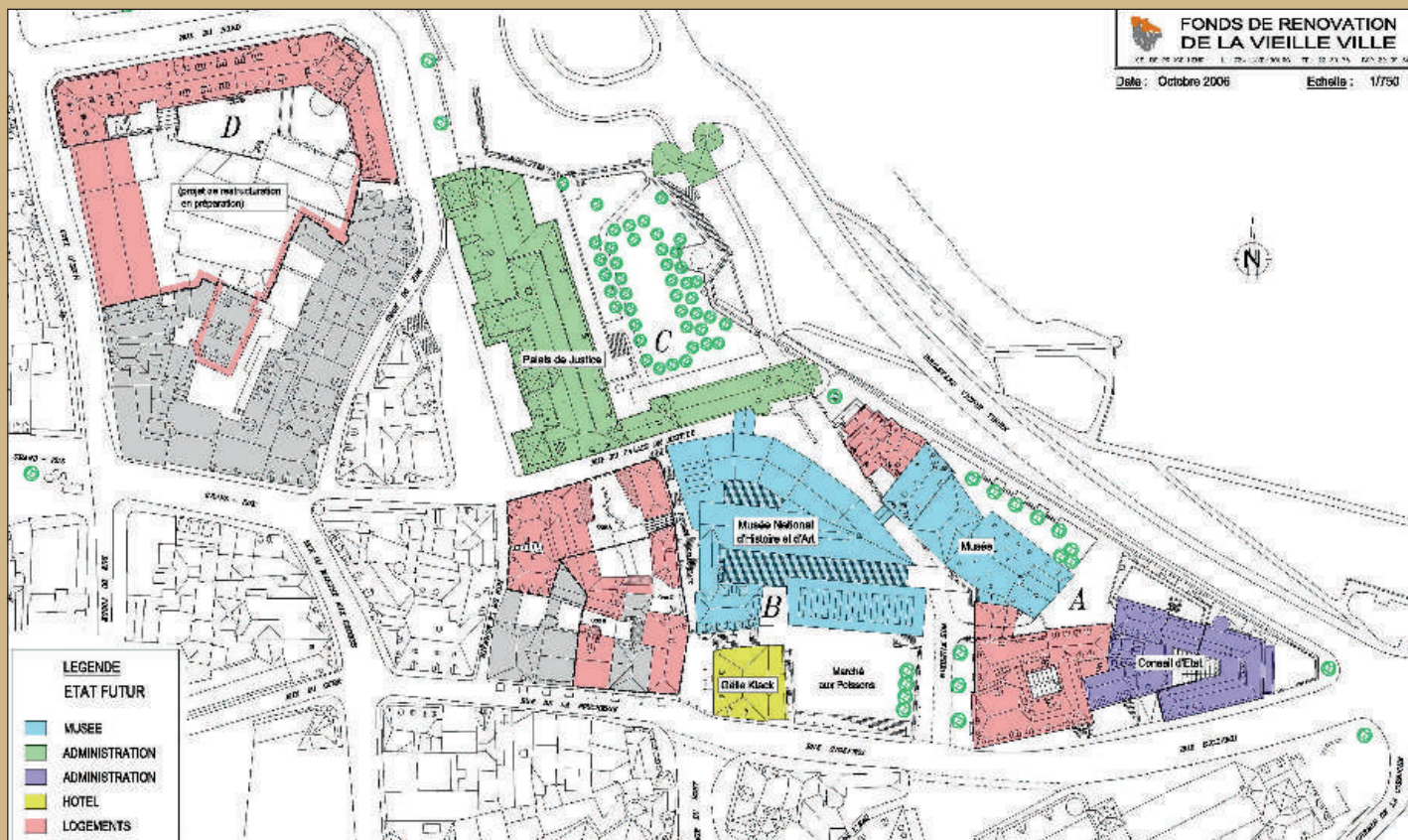
Magazine réalisé avec l'aide du Fonds de rénovation :

Fonds de rénovation de la Vieille Ville, Architecture & Bâtiment,
édition Newcom, 2007

Table des matières

I. Généralités	5
II. Organisation du Fonds	7
III. Travaux du Fonds	9
IV. Les projets d'architecture	18
V. Analyses architecturale et historique	22
VI. Annexe: loi du 29 juillet 1993	52
VII. Comptes annuels	56

Les quatre îlots A, B, C et D dont le Fonds a en charge la rénovation



I. Généralités

Statut et organisation du Fonds

L'établissement public dénommé ci-après le « Fonds » est placé sous l'autorité du Ministre des Travaux Publics qui rend annuellement compte de sa gestion à la Chambre des Députés. Sa gestion financière est soumise au contrôle de la Cour des Comptes.

Le Fonds est constitué selon la loi du 29 juillet 1993 pour une durée de dix ans et prorogé pour 20 ans par la loi du 21 décembre 2007.

Il est dissous soit de plein droit par l'expiration du temps pour lequel il a été formé ou par la consommation de l'opération qu'il avait pour objet, soit par décision du comité directeur approuvée par le Ministre des Travaux Publics et le Ministre des Finances.

Mission du Fonds

Le Fonds a pour mission la rénovation, en totalité ou en partie, de quatre îlots d'immeubles du quartier dit de la Vieille Ville à Luxembourg, dénommés A, B, C, D. La mission comprend principalement la restauration, la transformation, la construction ou l'adaptation d'immeubles ainsi que l'aménagement des alentours.

Les opérations à réaliser par le Fonds sont reconnues d'utilité publique.

L'Etat est autorisé à céder au Fonds les immeubles qui lui appartiennent dans les îlots précités. Les autres propriétaires des immeubles des îlots

concernés peuvent soit participer à la réalisation de la mission conférée au Fonds, soit lui céder leurs propriétés au prix du jour sans que toutefois il soit tenu compte d'une augmentation de valeur pouvant résulter des aménagements projetés ou réalisés par le Fonds.

Organes et administration du Fonds

Le Fonds est administré par un comité directeur de 8 membres, dont le mode de désignation est défini par les articles 9 et 10 de la loi modifiée du 29 juillet 1993.

Les décisions du comité directeur sont soumises à l'approbation du Ministre des Travaux Publics, l'accord du Ministre de la Culture étant requis pour toute question d'ordre esthétique, historique et archéologique.

Le texte intégral de la loi figure en annexe du présent rapport.

1. Comité-directeur

Président :

Serge HOFFMANN

Premier inspecteur des finances, Ministère des Finances,
Inspection générale des finances
Représentant du Ministre des Travaux Publics

Membres :

Roland BALDAUFF

Directeur honoraire de l'Administration des Bâtiments Publics, jusqu'en mars
2008

Luc DHAMEN

Architecte 1ère classe, Administration des Bâtiments Publics, à partir du 1er avril
2008

Diane DUPONT

Employée architecte, Ministère du Logement, à partir du 1er février 2008

Jean HORGER

Architecte-directeur honoraire de la Ville de Luxembourg,
Représentant de la Ville de Luxembourg, jusqu'en mars 2008

Christian NOEHL

Architecte au Ministère du Logement, jusqu'en janvier 2008

Fernand OTTO

Directeur de l'Administration des Bâtiments Publics

Michel POLFER

Directeur du Musée national d'Histoire et d'Art

Gilbert SCHMIT

Conseiller de Direction 1ère classe au Ministère des Travaux Publics,
Représentant du Ministre des Finances

Christiane STEINMETZER

Directrice honoraire du Service des Sites et Monuments Nationaux

Martine VERMAST

Architecte-directeur de la Ville de Luxembourg
Représentant de la Ville de Luxembourg, à partir du 15 mai 2008

II. Organisation du Fonds

Conformément à la loi organique du Fonds, le Comité-directeur opère sous l'autorité et la responsabilité politique du Ministre des Travaux Publics

2. Secrétariat

Patrick PERLIC

Inspecteur principal premier en rang
au Ministère des Travaux Publics

Chantal COLLE

Chef de bureau adjoint
au Ministère des Travaux Publics

Isabelle HELLENBRAND

Employée au Ministère des Travaux Publics

3. Collaborateurs du Fonds

Pierre KIEFFER

Architecte, chef de projet

Walter DE TOFFOL

Maître d'ouvrage délégué

Isabelle YEGLES-BECKER

Archéologue, historienne

Olga MENDES

Secrétaire

4. Chargés d'études

ARCO ARCHITECTURE COMPANY

Architectes

Jean SCHMIT

Ingénieur génie technique

METAFORM Atelier d'Architecture

Architectes

GOBLET LAVANDIER & Associés

Ingénieur génie technique

SIG consulting SA

Ingénieur génie civil

InCA Ingénieurs Conseils Associés

Ingénieur génie civil

Coordination générale du chantier

5. Réviseur d'entreprises

BDO Compagnie Fiduciaire



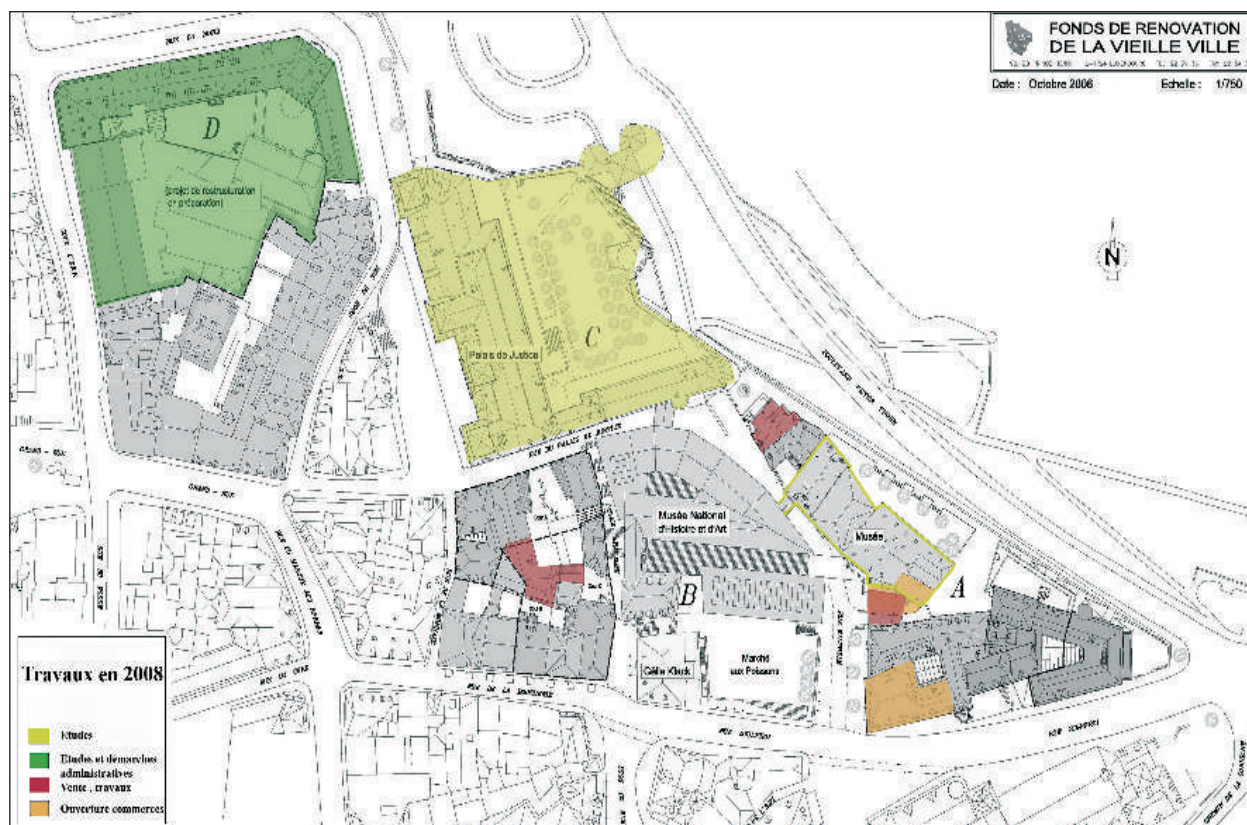
III. Travaux du Fonds en 2008

Rénover dans un contexte urbain chargé d'histoire

En 2008, les travaux ont porté sur la finalisation des projets d'habitation en cours et sur l'ouverture de deux commerces situés dans l'îlot A. Mais c'est avant tout la préparation des futurs projets dans les îlots C et D qui a représenté la grande partie de l'activité du Fonds; à savoir d'une part, l'analyse historique et architecturale de l'ancien Palais de Justice dans l'îlot C, et d'autre part l'élaboration des dossiers APS, APD tout comme le dossier PAP (projet d'aménagement particulier), en vue de l'obtention de l'autorisation de bâtir dans l'îlot D.



Hall d'entrée et escalier en vis, 14 rue Wiltheim



Ouverture de deux commerces dans la rue Wiltheim

En 2008, deux nouveaux commerces ont vu le jour à la suite de l'aménagement des locaux par le Fonds avec le cofinancement du second-œuvre par les exploitants qui ont été choisis suite à un appel d'offres public.

Pour son choix et en dehors du critère économique, le Fonds a porté une attention



La rénovation des premières maisons de la rue Wiltheim est achevée. Les rez-de-chaussées et caves hébergent des galeries d'art et un bar à vin.





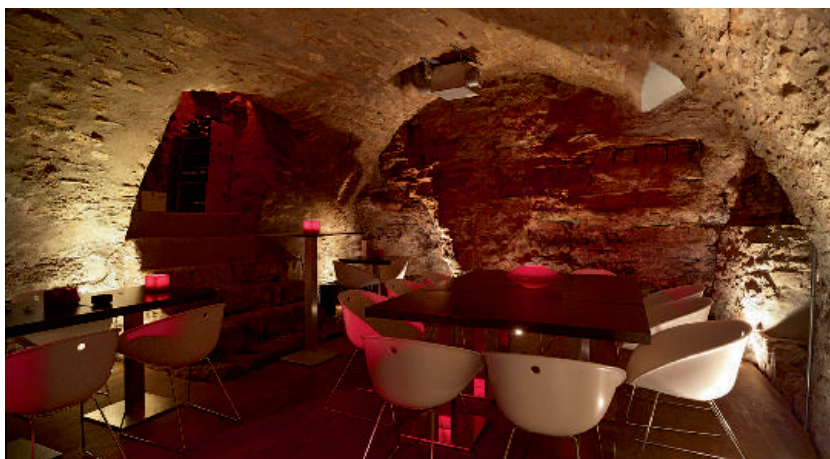
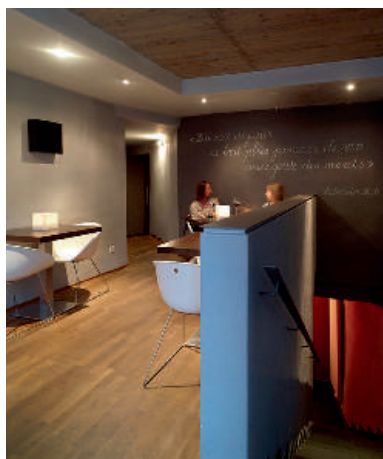
Le vernissage des œuvres de l'artiste Claude Viallet, le 13 juin 2008, fut en même temps l'occasion pour le galeriste choisi par le Fonds d'inaugurer ce nouveau lieu d'exposition, situé à l'angle des rues Wiltheim et Sigefroi

particulière à la nature du commerce, afin que celui-ci non seulement s'intègre au mieux dans le quartier, mais apporte à ce dernier une plus-value et renforce son identité.

Le premier commerce est installé à l'angle des rues Wiltheim/Sigefroi dans une ancienne bâtisse de 1620, une maison patricienne qui repose sur des caves encore plus anciennes. Le rez-de-chaussée et les caves hébergent, depuis juin 2008, une galerie d'art contemporain, définie comme un lieu de rencontre recherché entre artistes et amateurs d'art. Par ce choix, la vocation culturelle du quartier est réaffirmée. Il ne reste qu'à souhaiter que la nouvelle galerie apporte un

peu de flair international dans ce quartier grâce à la réputation des artistes venant exposer chez le galeriste.

Le deuxième commerce est un bar à vin avec un shop qui a ouvert ses portes début 2008. Il se trouve à l'un des endroits les plus pittoresques de la vieille ville, le « Schéieschlach », passage qui débouche sur la promenade de la corniche à partir de la rue Wiltheim. Le commerce a su s'intégrer dans une configuration spatiale enchevêtrée de manière originale. Il comprend plusieurs salles de dégustation et une terrasse ombragée qui bénéficie d'une vue imprenable sur le Kirchberg. Ainsi la convivialité s'ajoute au pittoresque du site.



Le bar à vin dispose en tout de trois locaux différents. L'un d'eux se trouve dans une cave voûtée

La terrasse exploitée par le bar à vin est située sur la nouvelle partie de la corniche, rendue récemment accessible au public



ILOTS A ET B

Locations, vente, travaux et entretiens

Dans l'îlot B, l'appartement triplex au 5, passage Gëlle Klack fut adjugé par vente aux enchères en février 2008.

Dans l'îlot A, des travaux de parachèvement ont été réalisés dans la maison Esser, située au bout de la rue Wiltheim avant la descente vers les Trois Tours.

La rénovation de la maison 6, rue Wiltheim, jusqu'alors occupée par la coordination générale des travaux de l'îlot A, a été achevée en vue de sa mise en location en 2009. Le comité a opté pour une location au meilleur offrant en fixant un seuil

minimum de loyer en accord avec la commission des loyers du Ministère des Finances.

Les emplacements de parking étant majoritairement vendus dans l'îlot A, le comité a décidé de procéder également à la mise en location des emplacements restants. Celle-ci a été annoncée dans la presse locale en décembre 2008.

Après 7 ans de mise en service de la partie rénovée du Musée National d'Histoire et d'Art, des travaux furent réalisés afin d'améliorer certains équipements.

La cafétéria a été munie d'un séparateur de graisses afin de permettre à l'exploitant de proposer une petite carte de restauration chaude.

Pour accéder au parking sous le bâtiment du Conseil d'Etat, on traverse un tunnel creusé dans la roche et relié à un ascenseur panoramique





Le MNHA:
à gauche partie
rénovée avec la
zone d'articulation
entre l'ancienne
architecture et le
nouveau bâtiment
sis sur la place
du Marché-aux-
Poissons et à
droite les maisons
patriciennes reliées
par un pont couvert
ajouté durant les
années 1970.

A la demande du MNHA, des travaux d'adaptation de la climatisation au niveau +3 ont été réalisés.

Ces travaux ont pu être achevés dans l'enveloppe budgétaire prévue initialement en 1998, pour la réalisation du MNHA, à savoir 800 000 000 flux (moins de 20 mio euros).

En face du bâtiment principal, les salles d'exposition « Arts Décoratifs et Populaires», logées dans les maisons de la rue Wiltheim qui n'ont pas fait partie de la rénovation, ont été fermées provisoirement par mesure de prudence suite à l'apparition de fissures et de l'affaissement de certains planchers en bois.

Une analyse par un bureau d'ingénieur conclut à l'absence de risque immédiat. Toutefois, elle révèle

un état de vétusté général de l'immeuble, ainsi qu'une surcharge existante au niveau de certains planchers, qui ont dû être allégés par la suite.

Compte tenu des conclusions dressées sur l'état du bâtiment en question, le comité prend l'initiative de proposer une remise à niveau du bâtiment permettant de remplir dans la mesure du possible les normes en vigueur notamment en ce qui concerne l'accessibilité. A la même occasion pourront être réexaminées tant la muséographie que la répartition spatiale des services que propose le MNHA afin d'optimiser son offre et son fonctionnement. A la fin de l'année 2008, le Fonds a sollicité auprès de son ministre de tutelle l'autorisation pour entamer une telle opération, s'assurant également du soutien du Ministère de la Culture.



La partie Nord de l'îlot D, située face à la vallée donnant sur une verdure luxuriante

Parallèlement à l'établissement du planning général des travaux et la préparation des premiers bordereaux les plans concernant le projet architectural d'origine, issus du concours, furent modifiés sur les points précisés ci-après.

A la suite d'une concertation avec l'administration communale, la première solution d'accès au parking par la rue du Nord a été abandonnée pour mieux répondre aux projets de la Ville tendant à intégrer la rue du Nord dans le réseau des rues piétonnes. Le futur parking de l'îlot D sera en fait relié par voie souterraine à l'actuel parking public de la place du Théâtre. Les usagers pourront y utiliser les rampes existantes. L'abandon de la rampe d'accès initial a permis une réorganisation du parking qui se développe désormais sur trois niveaux et peut donc se passer d'un système de parkage mécanique pour atteindre un nombre de 108 emplacements.

De même, l'agencement intérieur des bâtiments a été optimisé tout en tenant compte des exigences en matière de sécurité. Le dossier APS (avant-projet sommaire) était arrêté en juillet 2008. Après son approbation par le comité, architectes et ingénieurs ont entamé, sous la régie du maître d'ouvrage délégué la phase APD (avant-projet détaillé).

Parallèlement, le dossier PAP (projet d'aménagement particulier) a été constitué et transmis fin juin 2008 à l'administration communale en vue de son approbation. Sur demande du Ministère de l'Intérieur en novembre 2008, la partie écrite a dû être modifiée légèrement. Une recommandation concernant l'aménagement du jardin a donné lieu à une nouvelle conception de l'aménagement paysager. Le projet a finalement été approuvé provisoirement par le Conseil communal en date du 15.12.2008.

ILOT C

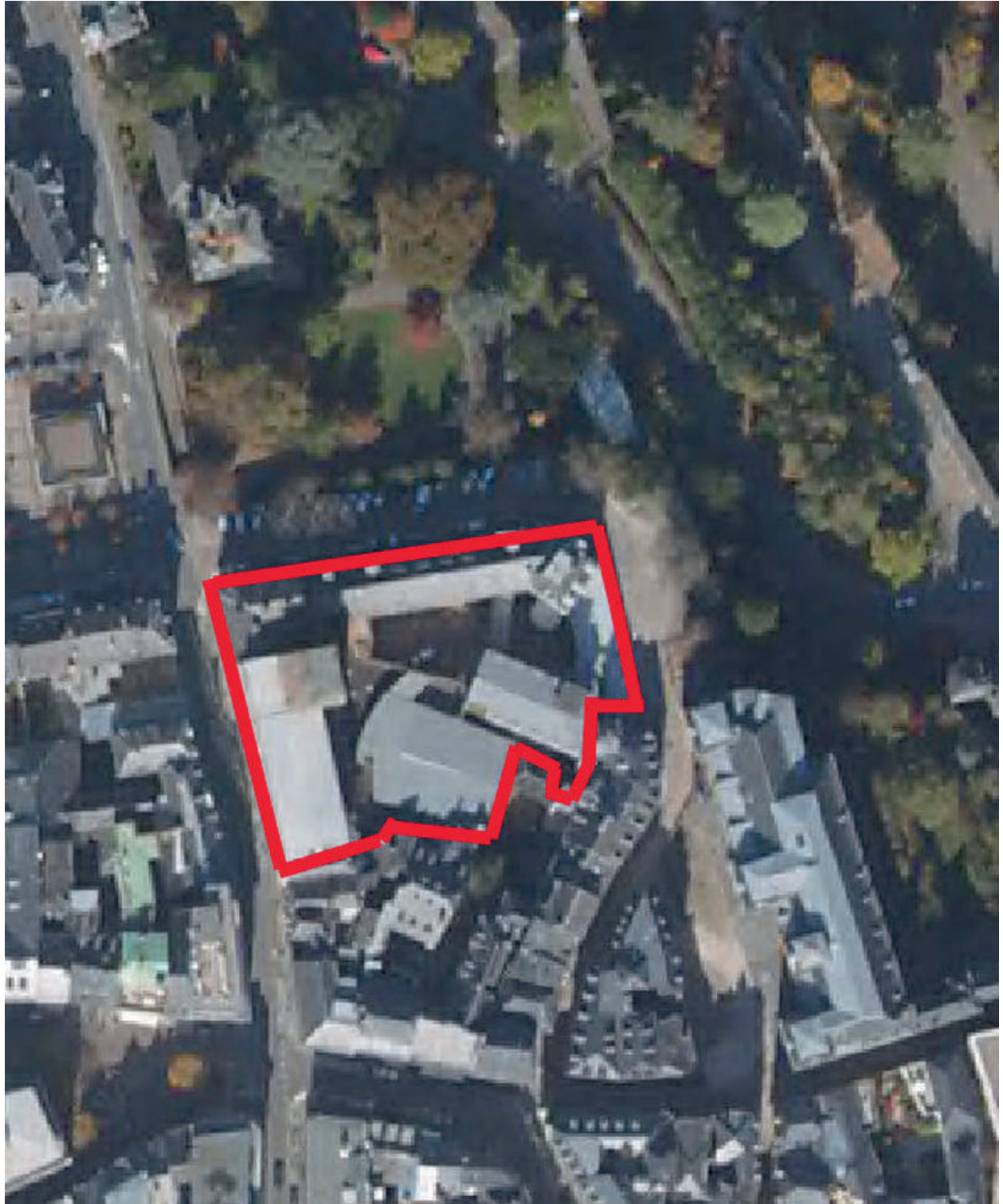
Pour le bâtiment du Tribunal d'arrondissement surplombant majestueusement la vallée de l'Alzette une nouvelle page d'histoire s'ouvre avec le départ de l'administration judiciaire en été 2008. Ce bâtiment compte parmi les plus anciens édifices de la ville, ayant servi d'abord comme hôtel particulier au XVI^e siècle, comme palais du gouverneur du Pays de 1565 à 1795 et finalement à la Justice entre 1795 et 2008. Afin de pouvoir décider sur la nouvelle affectation pour cet édifice, le Conseil de Gouvernement a demandé une

analyse fine du bâtiment, que le Fonds a soumise au ministre de tutelle en automne 2008.

De larges extraits de cette analyse sont repris dans le présent rapport. Ils soulignent l'importance du bâtiment dans l'histoire nationale et son caractère représentatif.

Avec l'annonce par le Gouvernement au début de l'année 2009, de l'affectation du bâtiment au profit du Ministère des Affaires étrangères, le Fonds entreprend les premiers travaux préparatoires pour la transformation et la rénovation du bâtiment.





IV. Les projets d'architecture

ILOT D

Le projet de l'atelier d'architecture Metaform, sortant lauréat en 2005 lors d'un concours d'architecture comporte

- 43 logements,
- 5 surfaces commerciales et
- 108 places de stationnement.

L'investissement global estimé s'élève à environ 28 mio. euros (tva et honoraires compris)

Rénovation des constructions du XIXe siècle

Dans la rue du Nord, l'ensemble des maisons sera complètement rénové. Les façades extérieures côté rue présentant un attrait historique et architectural sont conservées tandis que les façades arrières connaîtront des adaptations, p.ex. les baies ouvriront par des portes-fenêtres sur les futures terrasses privatives. A l'intérieur, les planchers en bois de sapin seront remplacés par des dalles en béton, ce qui permettra de créer des appartements du type loft.

La maison de maître angulaire donnant sur le parc et l'ancien Palais de Justice, conservera largement son décor d'origine représentatif de la bourgeoisie industrielle de jadis. L'immeuble ne sera pas privatisé mais maintenu comme bien immobilier de l'Etat en vue d'une location. Le comité envisage d'y installer un restaurant.

Les nouvelles constructions

A l'emplacement des actuelles constructions en béton, vouées à la démolition, sera réalisé un parking souterrain, relié par un tunnel au parking

existant de la place du Théâtre, ainsi que deux nouveaux immeubles en élévation.

Le bâtiment donnant sur la côte d'Eich propose de nouvelles formes architecturales en se substituant au grand bâtiment administratif de 1958 qui avait dénaturé, par sa hauteur excessive, le tissu cohérent existant. Le nouveau bâtiment résolument contemporain s'adapte à l'alignement des maisons historiques. La façade est rendue à nouveau plus fluide tant du point de vue formel que par l'utilisation du rez-de-chaussée à vocation commerciale, contribuant de manière directe à l'animation de la rue.

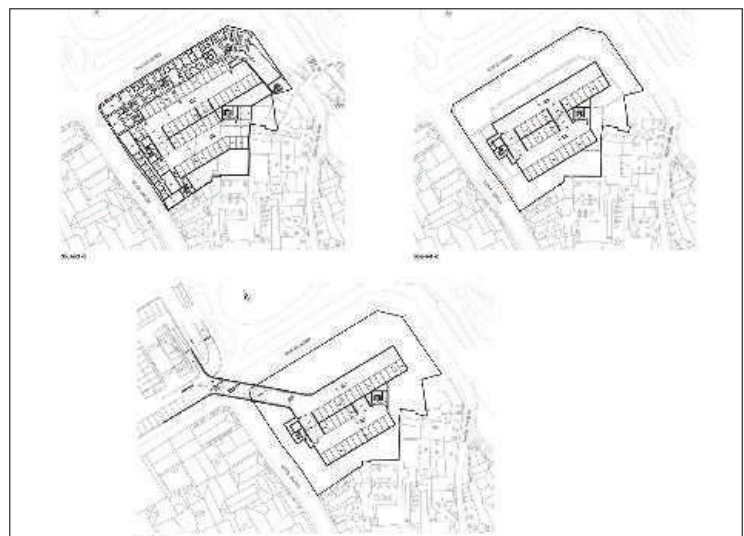
A l'intérieur de l'îlot, la nouvelle construction s'agence de manière plus favorable en se plaçant contre les pignons aveugles des maisons voisines. La façade de cet immeuble à toiture plate comporte certains éléments en bois affichant ainsi un caractère naturel qui s'harmonise avec les alentours plantés.

Les grands bâtiments situés côte d'Eich et à l'intérieur de l'îlot seront remplacés par deux nouvelles constructions



Plan PAP (plan aménagement particulier) pour la partie Nord de l'îlot. Le plan d'ensemble distingue les diverses zones (mixte, habitation, espace privatif, verte, commune ...)

Ci-dessus: Nouvelle construction donnant sur la côte d'Eich (en gris), nouvelle construction au milieu de l'îlot (en blanc) et les constructions existantes (les deux maisons d'angle de la rue du Nord, en rose)





V. Analyses architecturale et historique

ILOT C

Extrait de l'analyse fine du bâtiment de l'ancien Palais de Justice, réalisée en 2008.

LE CONTEXTE URBAIN

Nous sommes en présence d'une architecture d'origine séculaire, qui compte parmi les plus anciennes de la Ville. Côté vallée, la façade du palais est encore, dans les grandes lignes, celle que Van der Meulen avait esquissée en 1685 avec maints détails tel le petit avant-corps au bout de l'aile latérale. Pour s'en apercevoir il faut prendre du recul et se déplacer sur le plateau en face d'où l'on peut apprécier toute l'ampleur du bâtiment dans la silhouette de la vieille ville. On peut même parler de composition urbaine si l'on associe au bâtiment l'imposant rempart avec les Trois Tours à l'angle opposé.



La façade ouest, tournée vers la ville, nous est plus proche et plus familière. Se détachant du tissu urbain par sa monumentalité elle nous inspire, dans la meilleure tradition de l'architecture du XIXe siècle, une autorité publique, en l'occurrence la justice, sans qu'on ait besoin d'aller lire le nom sculpté dans la pierre au-dessus de l'entrée.

**En haut: dessin du XVIIe signé
Van der Meulen**

**À gauche:
façade frontale côté ville**

**À droite:
façade arrière côté vallée**



ANALYSE DU BÂTIMENT

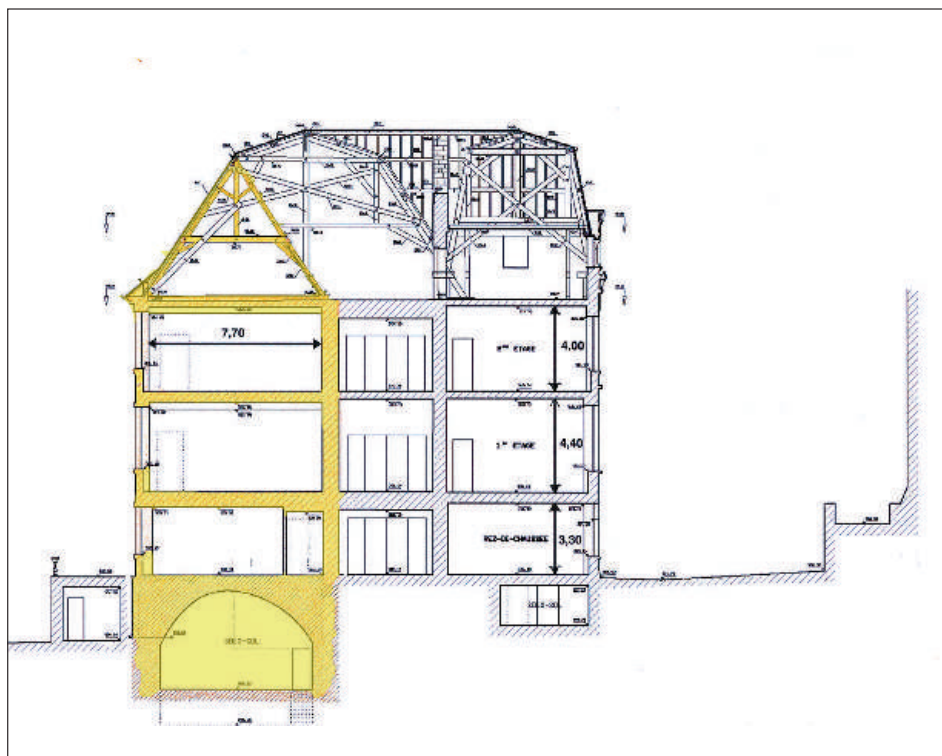
Le bâtiment principal

C'est un bâtiment étonnant qui se présente, tel un Janus, avec deux visages totalement différents, l'un, côté vallée, un brin austère l'autre, côté ville, majestueux mais tout de même accueillant ne serait-ce que par la couleur chaude de la pierre de Jeumont.

Or, c'est à l'intérieur du bâtiment que nous découvrons une situation tout à fait inédite qui va conditionner sans doute son affectation future : la présence de la structure de la maison de Nicolas Greisch, datée vers 1540, encore assez bien

conservée de la cave jusqu'aux combles. C'est cette structure qui donne au bâtiment sa trame de 7,70 m de profondeur et que Charles Arendt, architecte de l'Etat, a préservée avec beaucoup de soin lors de son intervention en 1886, pour y loger les salles d'audience du nouveau Palais de Justice.

La coupe à travers le bâtiment montre de quelle façon Arendt a su intégrer l'ancienne bâtisse dans son projet d'agrandissement en dédoublant la profondeur du bâtiment et en prenant appui sur l'ancienne charpente pour asseoir le nouveau toit monumental. Ce faisant, il était forcé de reprendre également les hauteurs d'étage de l'ancien bâtiment. Si les grandes salles aux 1er et



La coupe montre le corps érigé à la Renaissance, conservé des caves aux combles et contre lequel a été construit le bâtiment du XIXe siècle

2ème étages s'accommodent bien des hauteurs de 4,40 resp. 4,00 m, pour de simples bureaux ces dimensions sont bien généreuses.

En revanche, le rez-de-chaussée avec seulement 3,30 m nous paraît trop bas. Dans le hall d'entrée on sent le plafond peser sur la tête.

La grande intervention de C. Arendt a laissé une forte empreinte dans le décor intérieur, encore bien visible de nos jours par son homogénéité : des stucs aux plafonds, indispensables pour transposer vers l'intérieur l'esprit néoclassique des façades, aux menuiseries des portes dont le dessin se décline suivant la hiérarchie des lieux.

Etat des lieux: Sur le levé du bâtiment sont indiquées en bleu les hauteurs de plafonds d'origine, parfois décorés. Les faux-plafonds sont en blanc. En rouge sont indiquées les cloisons récemment introduites dans le bâtiment



Un récent relevé confirme que les décors sont pour la plupart encore en place. A cet état initial se sont superposées au fil des années de petites adaptations et des remises à neuf, ne serait-ce que le palais s'est adapté au goût du jour.

Mais ce n'est que les dernières années qu'on a dû constater, à l'intérieur du palais, comme un malaise grandissant, un encombrement des espaces avec des aménagements plutôt provisoires. Pour pallier au manque d'espace et aux exigences de sécurité, les instances judiciaires ont dû recourir à de multiples cloisonnements pour subdiviser les salles en bureaux, parfois sans égard pour les plafonds moulurés que l'on retrouve en fragments incohérents.

Des éléments de décor méritent une meilleure mise en évidence. Dans certains cas le décroisonnement permet de rétablir comme le montre l'image, le plafond d'origine de la chambre du gouverneur, datant du XVIIe siècle



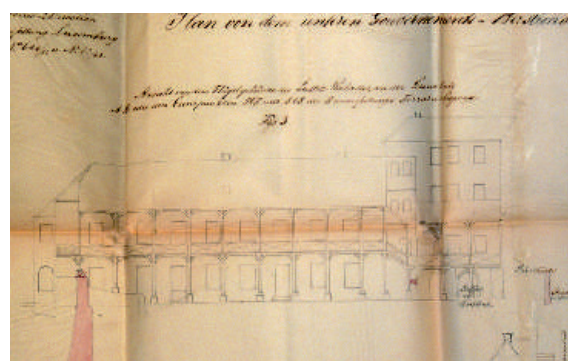


Le décor fixe mis en place en 1886-1889 au moment de l'agrandissement du Palais de Justice est encore largement conservé à ce jour: menuiseries intérieures et plafonds en plâtre avec moulures

L'aile latérale

Érigée sur un terrain en forte déclivité lors de la première extension du bâtiment principal, vers 1600, cette aile d'une largeur modeste de 5,40 m était probablement organisée, suivant la coutume du temps, avec des pièces en enfilade, c'est-à-dire qu'on passait d'une pièce à l'autre. L'analyse des plans anciens montre à quel point les diverses transformations avaient pour objet l'amélioration des conditions d'accès à l'immeuble et sa liaison au bâtiment principal.

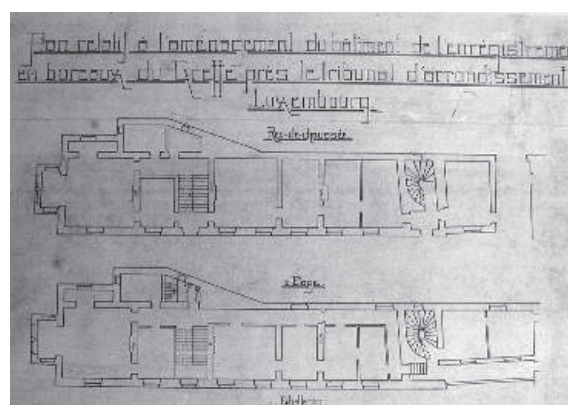
Ce n'est qu'avec l'intervention vers 1927 que l'architecte de l'Etat Paul Wigreux a aménagé d'étroits corridors sur tous les étages – il venait d'ajouter un étage mansardé – mais seulement un de ces corridors avait un accès direct au bâtiment principal. C'est la situation que nous connaissons aujourd'hui et elle est loin de donner satisfaction.



Avec la démolition de la galerie en 1840, l'ingénieur Antoine Hartmann rend les pièces de l'aile latérale plus lumineuses. Au premier étage est mis en place un couloir

Le plan ci-contre datant du début du XXe siècle documente la présence d'un escalier en vis et l'absence de couloir au rez-de-chaussée

Le bâtiment a ensuite été réadapté par l'architecte Wigreux dans les années 1920 et 1930, qui est l'auteur de certains changements intérieurs et de la toiture mansardée



LES ALENTOURS

Le jardin

Si du côté ville, le Palais est plutôt coincé dans un tissu urbain au petit parcellaire et aux ruelles étroites, il dispose à l'arrière d'un espace grandiose qui lui permet de respirer. Le jardin dissimulé par le bâtiment en L et soutenu par les fortifications est difficilement accessible et donc peu connu du public. Avec sa pelouse entourée de tilleuls taillés, il offre un calme presque intimiste et une des plus belles vues sur la vallée, bref, c'est un des endroits les plus magnifiques de notre ville.

Aménagé vers 1880 après le démantèlement de la forteresse, le jardin avait la particularité que les arbres étaient plantés en spirale, mais aujourd'hui cette forme s'est un peu perdue.

Une restauration de ce jardin avec remplacement des arbres malades et élimination d'essences non compatibles pourrait rétablir ce lieu dans sa fraîcheur d'origine.

Le jardin et sa plantation d'arbres anciens





Façade arrière de la porte « les Trois Tours »

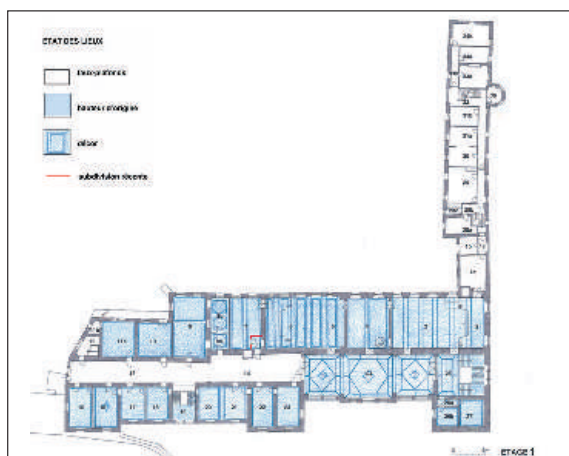
Photo prise au moment du démantèlement de la forteresse: mise en place du boulevard Thorn (1870-80) et aménagement du jardin avant la transformation du Palais de Justice par Charles Arendt (1886-1889)

Les Trois Tours

Elles constituent l'élément le plus ancien de cet ensemble et proviennent de l'enceinte médiévale (~1200). Grâce à un exhaussement, elles ont trouvé leur forme définitive vers 1600 quand, conjointement avec l'aile latérale du Palais du Gouverneur, les fortifications du petit bastion du gouvernement furent érigées pour soutenir le jardin du Palais.

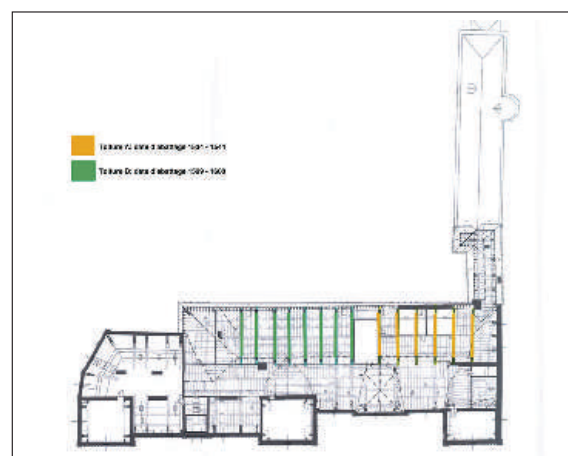
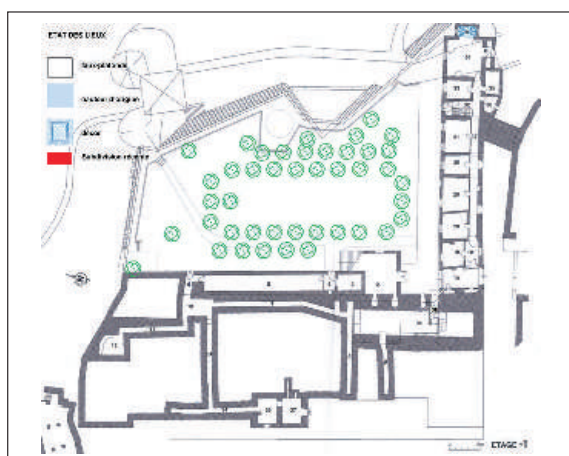
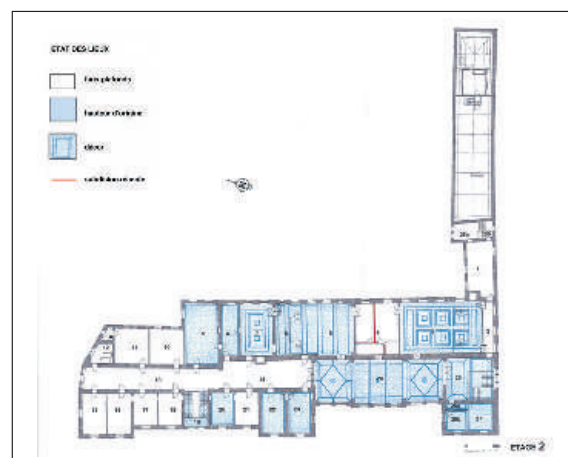
Bien que dissociées du Palais, les Trois Tours ont abrité jusque sous peu des services de la Justice, installés au 3ème étage. C'est le seul étage aménagé et on y accède par le jardin. Une réaffectation de cet édifice devrait prendre en compte que les étages inférieurs, sortes de cachots mal éclairés aux petites lucarnes, ne sont accessibles que par le bas et qu'une liaison verticale continue fait défaut.

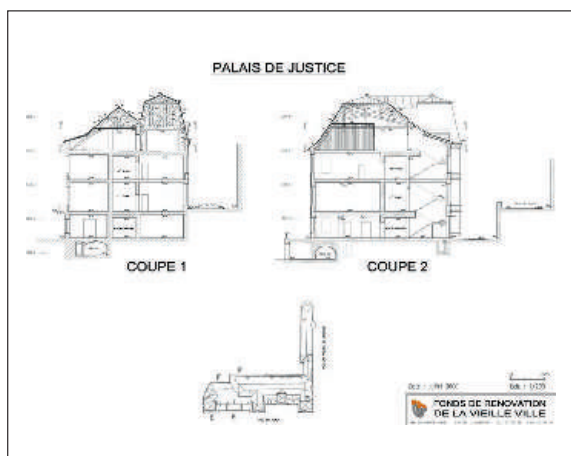




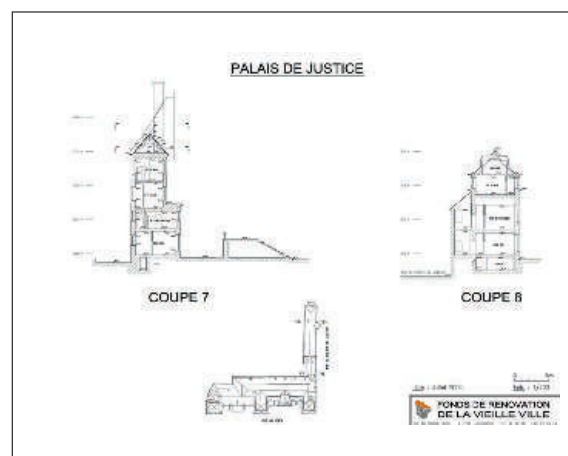
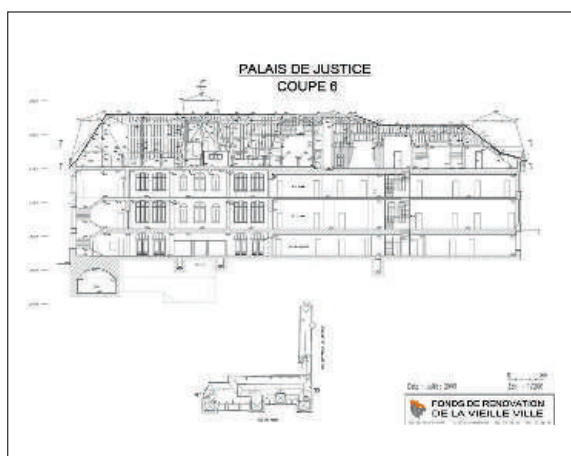
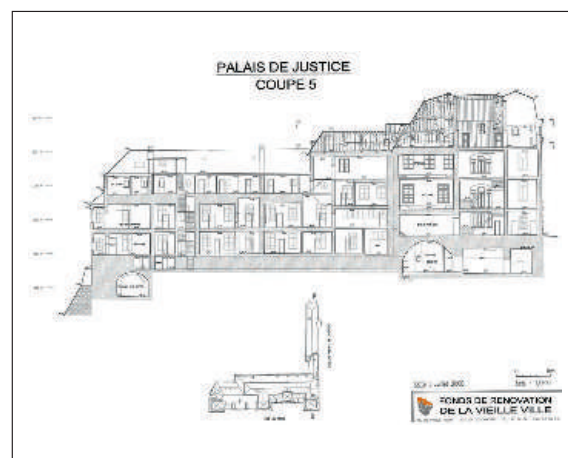
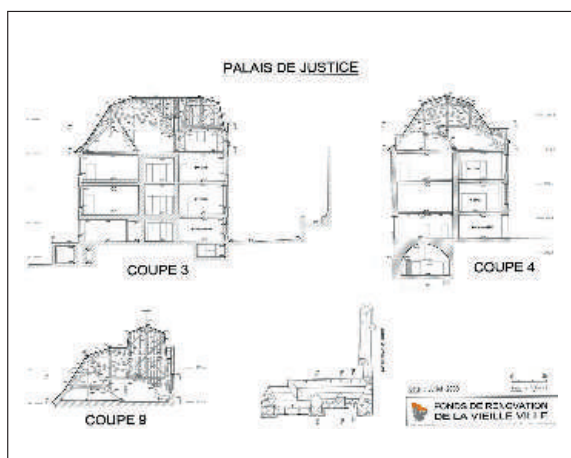
Plans du Palais de Justice

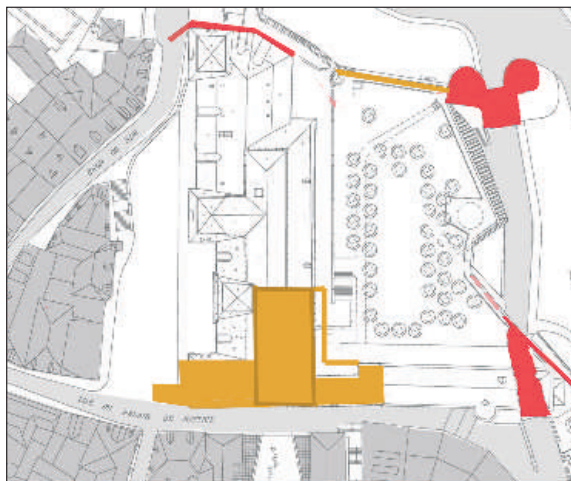
Le coloriage en bleu indique les plafonds d'origine décorés





Coupes de l'ancien Palais de Justice



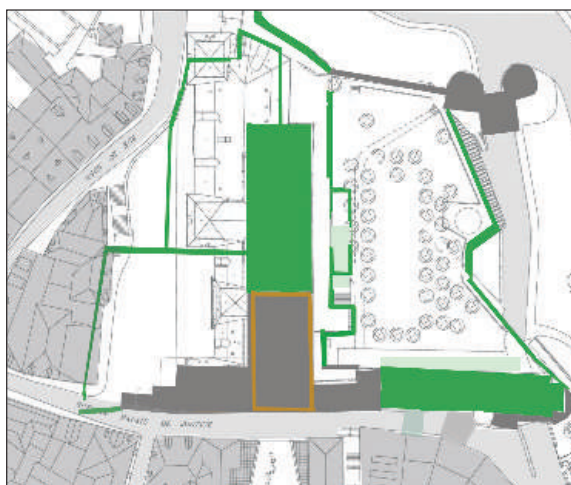


PRINCIPALES PHASES DE CONSTRUCTION

 **Parties médiévales (fortifications)**

 **1545 : Construction**
Hôtel particulier

Le conseiller du roi et homme d'affaires Nicolas Greisch construit l'immeuble en 1545, date confirmée par l'analyse dendrochronologique de la charpente.



Nouvelle fonction

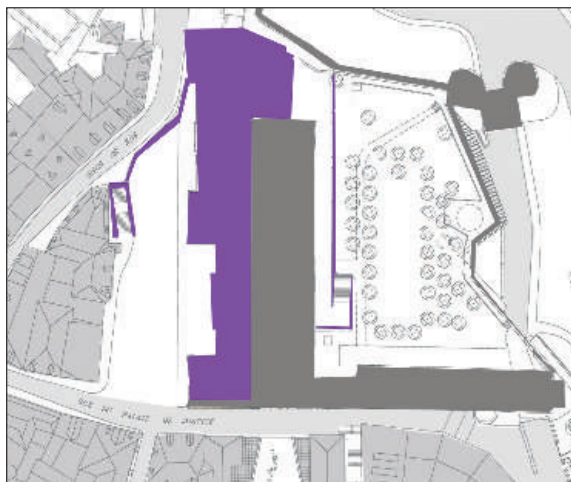
1565– 1795 : Hôtel du gouverneur


En 1564-65 Pierre Ernest de Mansfeld acquiert la demeure pour le compte du Roi d'Espagne Philippe II afin de transformer l'hôtel particulier en hôtel du gouverneur, siège officiel des représentants du souverain.

 **Vers 1600 : agrandissement**

Nouvelle fonction

1795–2008: Tribunal de justice



 **1886-1889: agrandissement**

En vue d'une nouvelle fonction

2008: déménagement de la Justice

Datation des charpentes

Une analyse dendrochronologique a été effectuée en 1995 par Monsieur P. Hoffsummer de l'université de Liège. Elle a pu déterminer de manière exacte les principales phases de construction, énumérées ci-avant. Dans ses conclusions il note:

« Les charpentes anciennes cachées sous l'immense toit de 1886 –1888 sont presque intactes, en chêne. Elles comprennent deux parties, différentes du point de vue typologiques et datées respectivement en dendrochronologie de 1534 – 1544 pour la partie sud (A) et 1599 – 1600 pour la partie nord (B).

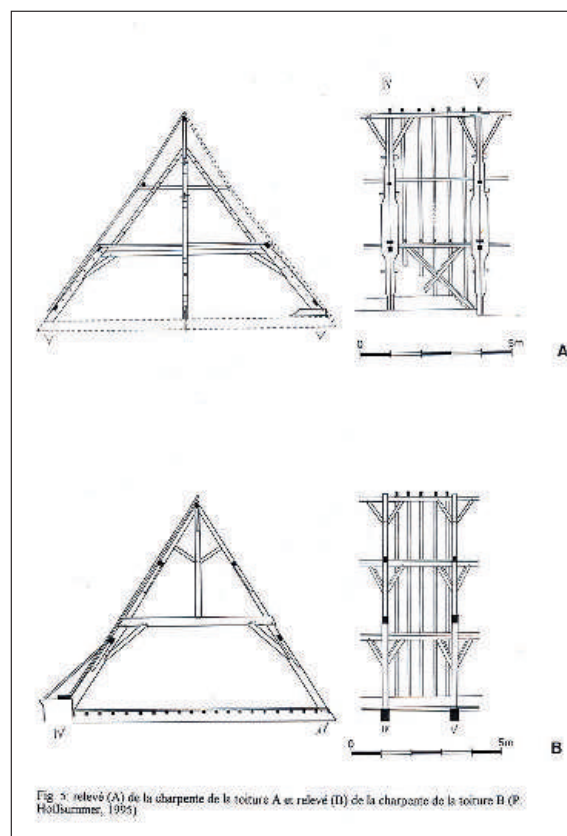
La confrontation de ces résultats avec les données historiques suggère quelques commentaires.

Tout d'abord, il semble que ces toitures n'aient pas, ou peu, souffert des attaques françaises de 1683—1684. Ensuite la toiture B semble appartenir à la phase de construction entreprise par le Comte de Mansfeld (mort en 1604).

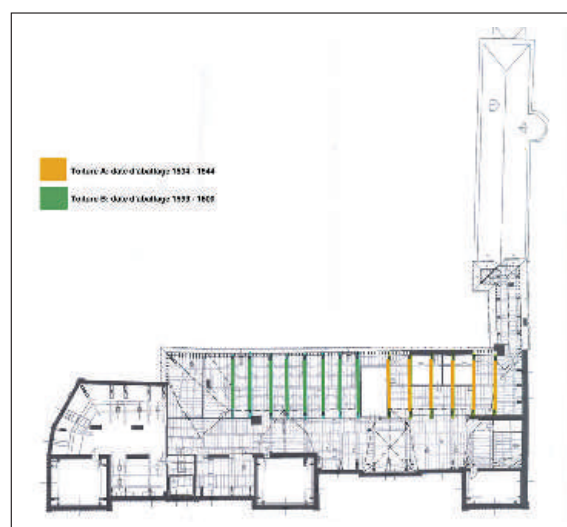
Enfin la toiture A, jadis probablement à chevrons formant fermes, est antérieure. Le problème est de savoir s'il s'agit de celle de la maison de Nicolas Greisch. »

Entre 1544 et 1600 la technique de la charpente, pour la même géométrie, a évolué du point de vue structure, détails d'assemblage et contreventement.

Dans la charpente A, le contreventement a été enlevé, mais les encoches dans le bois renseignent sur sa position initiale.



Les deux anciennes charpentes datant du XVIe et du XVIIe siècle sont conservées dans le bâtiment du Palais de Justice, coupe et plans



LES TRANSFORMATIONS

Alternant avec les phases d'agrandissements, le Palais est régulièrement rénové ou transformé.

Suite à l'attaque militaire de 1684

Selon le journal de Donneau de Vizé édité au moment du séjour de Louis XIV dans le palais du gouverneur en mai 1687, on y apprend que « ... Le Palais des Gouverneurs a esté tout ruiné par nos attaques, et si bien réparé par les soins de M. le Marquis de Bouflers, que le Roy y logea avec Monseigneur, et les Princesses. »

1700-1750

La reconstruction partielle de l'aile latérale, longeant la rue est mentionnée dans un mémoire annexé à l'atlas militaire Jamez : « une aile qui est affaissée de 2/3 au milieu et menacée de crouler ce qui l'a rendue inhabitable pendant 6 ans. On l'a réparé, comme elle se trouve aujourd'hui, l'année 1754.



Après démolition de cette partie on a reconnu que c'était le peu, tant de fondements que d'épaisseur de mur, que le défaut provenait. » On note cependant que le bâtiment semble avoir été consolidé sans avoir changé au niveau de son gabarit.

1795

A la suite de la nouvelle affectation en tribunal d'arrondissement à partir de 1797, sont entrepris des travaux de réparation de toutes sortes (1802–1831). De cette époque datent la suppression des grandes cheminées et l'introduction du chauffage au poêle en fonte. Une situation assez inquiétante est soulevée en 1831 par l'ingénieur van der Noot qui signale le mauvais état des plafonds des grandes salles.

1840

L'ingénieur Hartmann a modifié principalement l'aile latérale longeant la rue du Palais de Justice, y compris la partie Renaissance (phase I) comportant la toiture de 1545. Sur cette partie, il a changé l'allure de la façade Renaissance, côté jardin, qui se présente alors sous la forme de baies jumelées (voir analyse façade).

Hartmann avait le souci d'unifier la façade, comme il le signale dans son rapport «*Die Fenster, welche im granzen unsymmetrisch gelegen sind und ungefällig für das Auge versagen durch zu geringe Dimensionen,*

Arc de décharge sur lequel repose la façade arrière de l'aile longeant la rue du Palais de Justice. Partie reconstruite avant 1754.

durch Verwitterung ihrer kleinen in Blei gefassten Scheiben, dem wölkigen Lichte den Zutritt ». Son intervention se solde malheureusement par la perte irrémédiable du patrimoine Renaissance. Dans ce contexte de rénovation en profondeur, il est possible que les plafonds des grandes salles furent consolidés. Au niveau de l'aile latérale, Hartmann change l'allure actuelle du porche d'entrée menant vers le jardin, tout comme les niveaux de ce corps de transition. Comme les bâtiments anciens n'ont pas eu de couloirs de distribution, on note la présence d'une galerie en bois, accolée contre la façade du côté jardin. Elle fut démolie en 1840 pour donner plus de lumière aux pièces du premier étage. A la fin des travaux une plaque commémorative en marbre noir a été fixée dans le bâtiment qui existe à ce jour.



Plaque commémorative des travaux de 1840 réalisés sous le roi Guillaume II

1900-1939

Dès les années 1910, un rapport de Sostène Weis, architecte de l'Etat, indique que la solidité du bâtiment du Palais de Justice au niveau « des poutrelles laisse à désirer ». Après 1927, l'architecte de l'Etat Paul Wigreux entreprend des transformations dans l'aile latérale dans le but de mieux rattacher celle-ci au bâtiment principal afin que la Justice puisse disposer d'espaces supplémentaires. L'ancien escalier en vis est supprimé pour faire passer tout droit les corridors. Or, vu les différences de niveaux dans les deux bâtiments, seulement un des corridors offre un accès direct qui aboutit au rez-de-chaussée du bâtiment principal. Wigreux procède encore à un exhaussement de l'aile en ajoutant un étage mansardé agrémenté de tourelles. Les transformations dans l'aile latérale ont entraîné le renouvellement de la menuiserie intérieure, telle qu'elle existe encore à ce jour. Dans l'aile principale l'architecte renforce la stabilité des poutres à grande portée par un poutrellage parallèle en acier, en recouvrant l'ensemble d'un enduit. A l'extérieur, un enduit homogène « Wurmputz » couvre les façades situées face au musée, à l'exception de la façade principale qui garde l'enduit de l'époque de Charles Arendt.

Le décor intérieur date des années 1950 (carrelages au rez-de-chaussée) et fin des années 1970 (plaquage mural en bois de noyer pour les grandes salles d'audience).

LES FAÇADES DONNANT SUR L'ESPACE PUBLIC

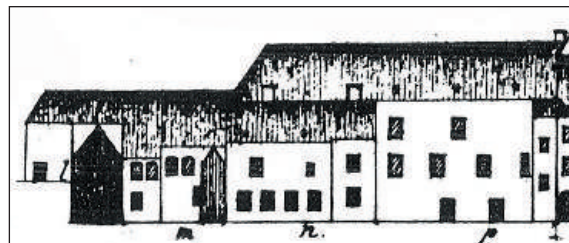
La façade côté place



La partie la plus prestigieuse comporte l'entrée construite en 1886 donnant sur la place

La partie la plus prestigieuse comporte l'entrée avec les deux avant-corps qui ont été construits en 1886. La façade se termine du côté de la rue du Nord par un troisième avant-corps, construit dès 1887. Des pierres jaunes de Jeumont (carrière près de Metz) rythment la façade tandis que la pierre bleue (Belgique) rehausse les baies d'entrées. Les pierres taillées sculptées se trouvent au niveau des pierres de refend, des bandeaux horizontaux et des clefs des linteaux et de la travée centrale de l'entrée. Le bâtiment a été construit par des artisans locaux principalement originaires de la ville de Luxembourg.

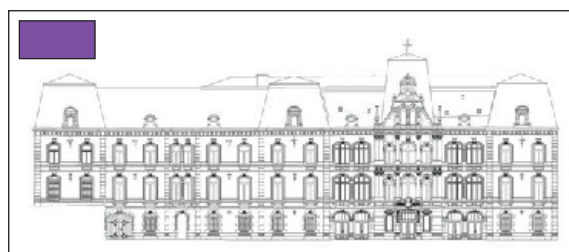
Avec la création de l'actuelle façade monumentale en 1886, l'espace situé devant le bâtiment prend alors le statut d'une place. La proposition d'aménagement de la place par le paysagiste parisien Edouard André ne fut pas réalisée et l'espace est resté quelque peu l'enfant pauvre par rapport à la prestigieuse façade monumentale.



Plan Boitard, levé de 1802

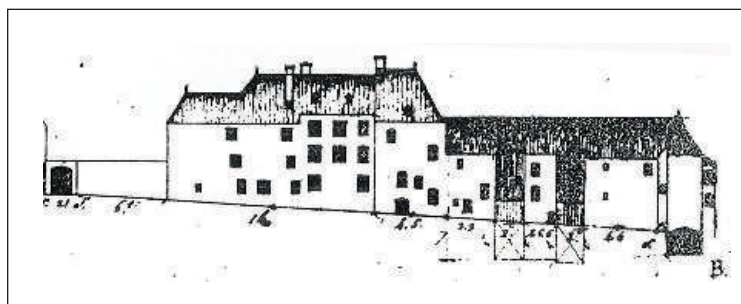


Levé de la façade par Charles Arendt avant la construction du nouveau corps contre l'ancienne façade



Façade principale conçue par Charles Arendt



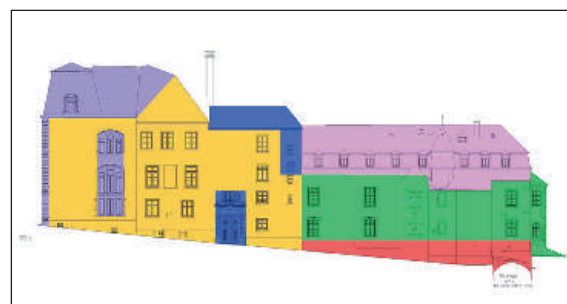


Levé Boitard, 1802



La façade côté rue

La façade le long de la rue du Palais de Justice, installée en pente, intègre plusieurs corps de bâtiments, issus de différentes époques. A gauche, la façade fut retravaillée par Charles Arendt. La façade rythmée de trois travées de fenêtres comprend les encadrements de style Renaissance, coiffée de sa toiture d'origine. A côté, on sait qu'au-dessus du porche d'entrée se trouva à l'origine une salle à double hauteur, mais cette partie a été remaniée en profondeur. Les petites fenêtres à droites indiquent une cage en colimaçon qui a disparu. Le long corps aboutissant sur le petit avant-corps est construit sur des fondations plus anciennes, intégrant les restes d'une porte de ville « Altpforte ». La construction du bâtiment remonte au XVIII^e siècle et sa toiture date des années 1930.



- Vestiges du Moyen-Age (porte de ville)
- 1545, construction de Nicolas Greisch
- 1600, agrandissement
- 1840, transformations par A. Hartmann
- 1886, agrandissement Ch. Arendt
- 1927, transformations par P. Wigreux

LES FAÇADES DONNANT SUR LE PARC

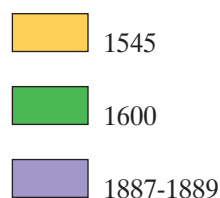
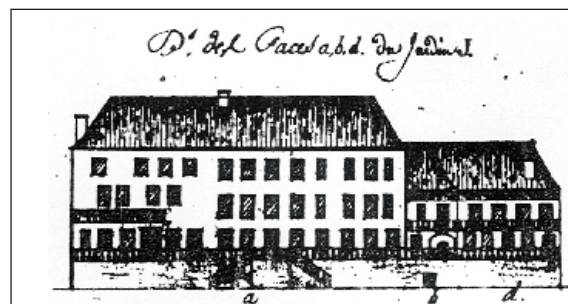
La façade côté parc, orientée à l'Est



Le bâtiment côté jardin comporte trois niveaux et dix-neuf travées de fenêtres. Il est coiffé d'une grande toiture à l'aspect uniforme. Une grande rénovation du bâtiment de la phase I (1545, couleur jaune) a été réalisée dans les années 1840 pour conférer au bâtiment une unité au niveau du rythme des fenêtres. Les baies doubles du temps de la Renaissance sont encore indiquées sur le plan Boitard dont une seule est conservée à ce jour.

Charles Arendt a rehaussé le bâtiment du côté Nord exploitant ainsi au mieux le potentiel des constructions de jadis.

La terrasse offre une vue splendide dégagée. A l'origine, l'escalier qui descendait dans le jardin, avait deux volées et deux montées convergentes, accentuant ainsi la symétrie qui se développait sans doute au niveau des parterres de jardins plantés. L'unique volée de l'actuel escalier fut aménagée en 1886-1889.

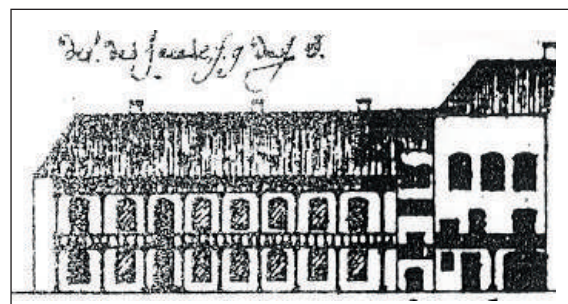


La façade côté parc, orientée au Nord



La façade du côté jardin comprend deux corps, l'un étant le bâtiment allongé avec la toiture mansardée avec un petit avant-corps, l'autre correspondant au corps comprenant le porche, élargi vers le bas et plus mince vers le haut il est marqué par une tourelle réalisée dans les années 1930. Cette partie remonte au milieu du XVI^e siècle et faisait partie du bâtiment Renaissance de la première génération.

L'aile mansardée longeant le jardin forme huit travées de fenêtres. Y sont présents trois types de fenêtres; les fenêtres avec linteau en crossette qui se retrouvent également sur le bâtiment principal; les fenêtres à linteau en segment d'arc (1^{er} étage) et les fenêtres avec linteau cintré (partie saillante). Les communications entre les bâtiments se faisaient à l'origine de l'extérieur par l'intermédiaire de galeries en pierre et en bois.



- 1545
- 1600-1754
- 1840
- 1927-1939

LE DECOR FIXE

A côté des éléments porteurs remontant à une époque donnée, le bâtiment intègre à ce jour des décors fixes anciens en différents matériaux (pierre, bois et plâtre).

Le XVI^e siècle

De la première génération sont conservés des décors en pierre de taille installés dans la maison Greisch.

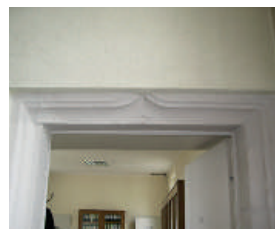
Sont conservés au rez-de-chaussée et au deuxième étage:

- Une grande baie jumelée en pierre de taille, soutenue au milieu par une colonne de forme en candélabre.
- Un encadrement de porte ou d'une niche sculptée. Une coquille forme la partie supérieure tandis que les piédroits comportent des motifs relatifs à la faune (canards, biches) et à la flore, ainsi qu'un masque
- Un encadrement d'une porte ou d'une fenêtre se terminant en accolade.

XVII^e– XVIII^e siècle

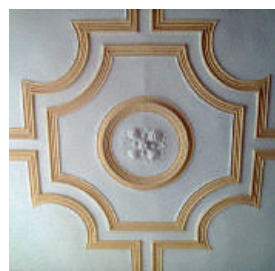
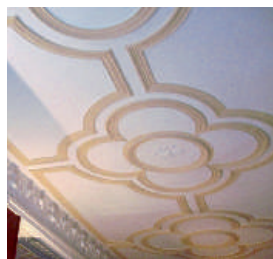
Lorsqu'on parcourt les salles qui se trouvent dans les ailes principales et latérales de la seconde génération, érigées à partir de 1600, on note un décor historique datant des XVII^e et XVIII^e siècles.

On y recense des plafonds en plâtre avec moulures, des éléments en pierre de taille comme les manteaux de cheminées et des boiseries; un ancien sol en bois et un escalier.



Eléments fixes de la première génération – 1545

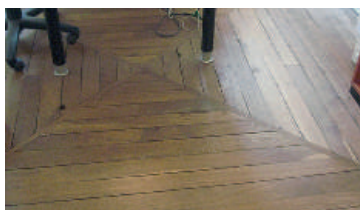
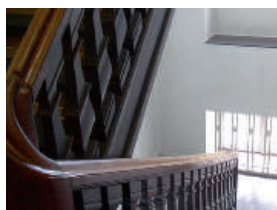
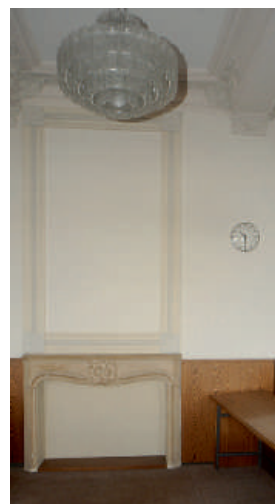
Eléments fixes de la deuxième génération – 1600-1750



Le plafond décoré lors des années 1685-1687 devait embellir l'ancienne chambre « camera » du gouverneur, qui fut un lieu de réception pour les hôtes particuliers. Y séjourna entre autres le roi français Louis XIV pendant son voyage à Luxembourg en mai 1687.

Sont représentés ci-contre

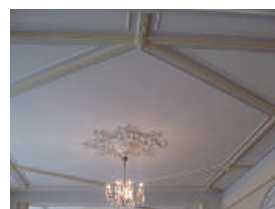
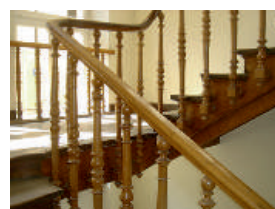
- des cheminées avec moulures de style baroque
- une voûte d'ogive avec culot, les compartiments sont décorés par des motifs végétaux en plâtre
- le départ d'escalier et la rampe de style Louis XV (deuxième moitié XVIIIe siècle)
- un sol en bois de chêne



Le XIXe siècle

Le corps du bâtiment représentatif du XIXe siècle, intégrant à l'intérieur; vestibule, salle des pas perdus, couloirs et bureaux comprend à ce jour un décor fixe composé d'une menuiserie, qui s'articule suivant une hiérarchie de style (portes) lorsqu'on va d'un étage à un autre, de deux escaliers et de plafonds avec moulures et médaillons.

Ci-contre: coupe à travers le bâtiment avec le détail des portes, escalier secondaire et plafond au 1er étage.



Eléments fixes de la 3e génération – 1886-1889

LE MOBILIER DE L'ETAT

Le cas du Palais de Justice

Dans un bâtiment aussi ancien que le Palais de Justice, on constate que le mobilier fonctionnel n'est pas systématiquement remplacé. Ce sont principalement les bureaux et sièges de bureaux qui sont le plus souvent échangés contre du matériel bureautique neuf, tandis que les bibliothèques, tables de réunions, fauteuils de juges, bancs des accusés restent aussi longtemps dans le bâtiment que l'administration elle-même.

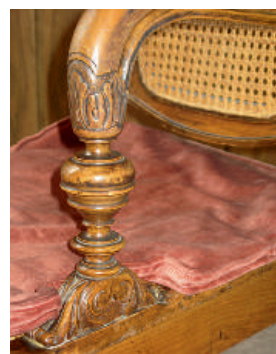
Ainsi on observe que parmi les meubles du Palais de Justice, certains remontent au XIX^e siècle, donc à l'époque de l'agrandissement du bâtiment par l'architecte Charles Arendt.

L'administration judiciaire, comme usagère d'origine, a veillé à récupérer quelques rares et belles pièces. L'administration des bâtiments publics est le propriétaire du mobilier. Avec les compétences du Fonds en la matière, un regard professionnel est porté sur ces meubles, laissés en place après le déménagement de l'administration judiciaire. Ils sont évalués et inventoriés dans le souci de préserver ceux de valeur, en collaboration avec l'administration des Bâtiments publics.

Ainsi à l'intérieur du Palais de Justice, l'Etat est en possession d'un mobilier de bureau qui constitue une véritable collection de meubles documentant les différents courants et styles artistiques sur plusieurs décennies (fin XIX^e siècle à ce jour).



**Mobilier en bois:
fauteuil de juge et
bancs des accusés,
années 1880-1915**



Dans le bâtiment se trouvent un certain nombre de sièges de juges et trois longs bancs des accusés qui remontent à la génération de l'architecte Charles Arendt. Les chaises de juges, cannées au siège et au dossier, comprennent des éléments décorés au niveau de l'accoudoir et des pieds, tandis que les longs bancs, se trouvant proche des cabinets des juges d'instruction, sont moins décorés.

Le mobilier de l'Etat datant à partir des années 1930 suit les tendances esthétiques du modernisme avec des lignes simplifiées basées sur une géométrie élémentaire.

Généralement en bois, les chaises sont confortables, en cuir ou en tissu rembourré, avec pieds à section carrée, droits ou légèrement évasés. Les pupitres ou tables de travail ont une grande surface de travail, n'ayant cependant qu'un seul ou quelques tiroirs de rangement. Certains bureaux peuvent avoir un placage en noyer.

Dans les années 50 apparaît le mobilier en métal et les chaises en tubes d'acier chromé bien que ce type de chaise ait déjà été sur le marché dès les années 20.

Dans l'esprit traditionnel, les menuisiers ont fabriqué pour l'Etat un mobilier en bois de chêne ou en hêtre, dont le design semble avoir été défini par les bâtiments publics, tandis que le mobilier qui est réalisé dans les nouveaux matériaux, tels que le verre et le métal, proviennent principalement de Belgique. Les résines synthétiques sont quasiment absentes.

(Voir également p. 51, mobilier îlot D)



Mobilier en bois aux formes simples, années 1930-60



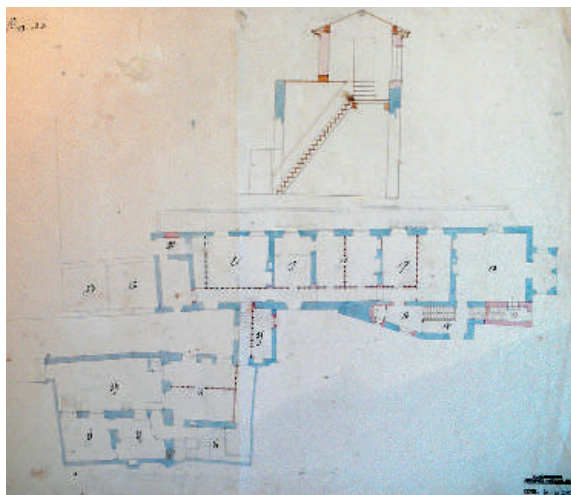
PROJETS POUR L'AGRANDISSEMENT DU BÂTIMENT DU PALAIS DE JUSTICE

Plusieurs projets ont vu le jour avant la grande transformation opérée par Charles Arendt. D'autres datent du XX^e siècle et avaient comme objectif l'agrandissement, par rehaussement ou par extension, du bâtiment actuel respectivement en y incluant les maisons sises face au tribunal.

1840: La transformation, partiellement réalisée, pour le compte de la caserne de la gendarmerie englobe des maisons sises face à l'aile latérale (actuel MNHA). Une partie de l'aile fut rehaussée.

1875: Dès 1856, le président de la Cour réclame la construction d'une nouvelle aile. En 1875

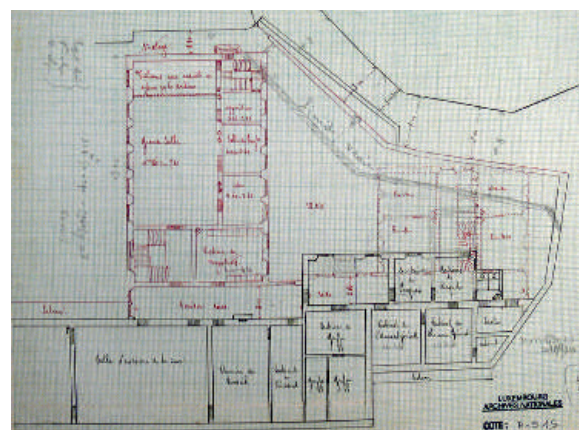
Projet Hartmann, 1840: Transformation de l'aile latérale. La jonction a été réalisée mais le rehaussement n'a probablement pas été réalisé



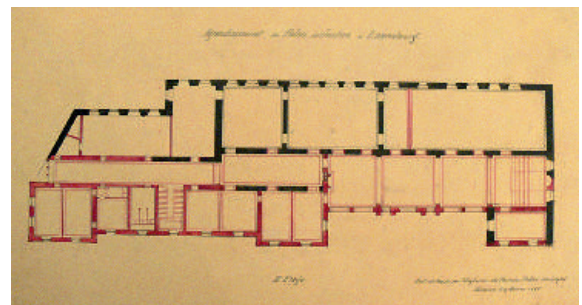
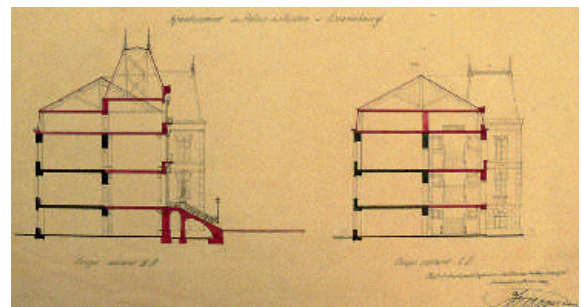
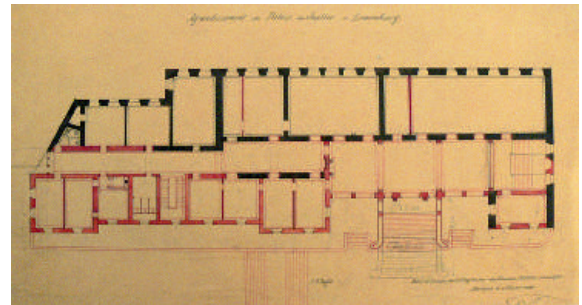
sont soumis pour avis à l'architecte d'Etat Ch. Arendt, deux projets d'agrandissement signés par l'ingénieur Sivering (1823-1883) et par Edouard Thilges, Président de la Cour de Justice. Les projets prévoyaient la construction de bâtiments à la place des annexes situées dans la cour, côté ville. Edouard Thilges, étant nommé en 1885 Ministre d'Etat, a fait de l'agrandissement du Palais de Justice l'une de ces priorités en réalisant le bâtiment actuel.

1886: Il est intéressant de noter que l'ingénieur Antoine Hartmann a élaboré un projet très

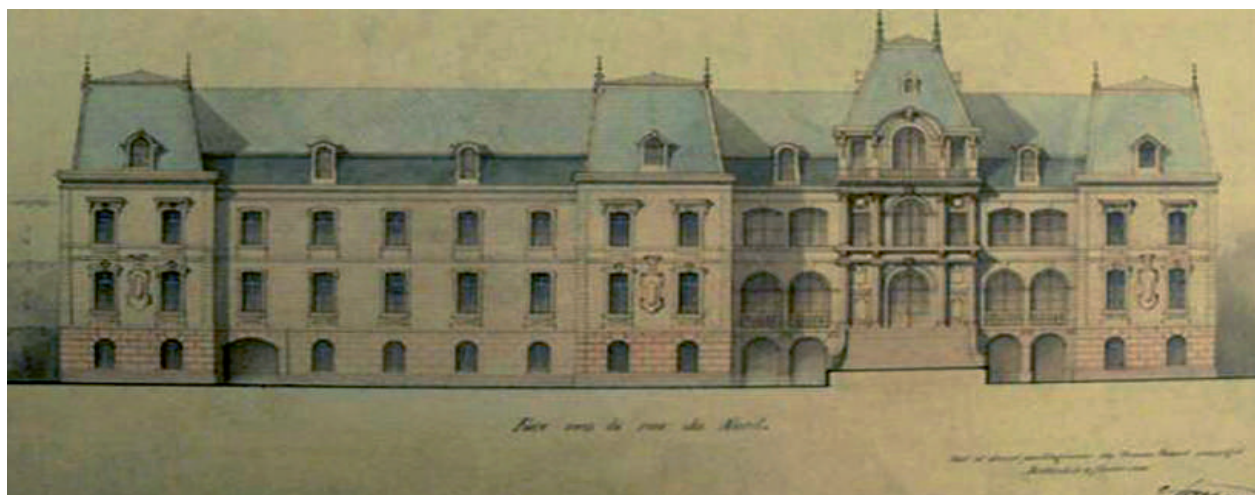
Projet Sivering et Thilges, 1875, non-exécuté, avis négatif par Charles Arendt

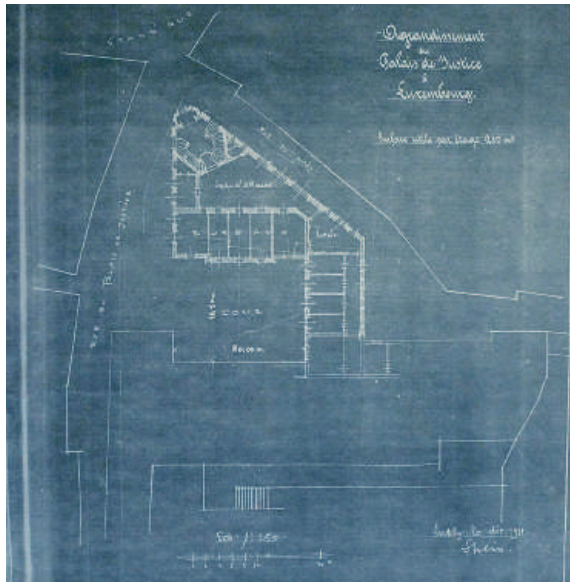


semblable à la réalisation, signée par l'architecte d'Etat Charles Arendt. La différence principale peut être observée au niveau du traitement de l'avant-corps central, ayant l'avantage dans le projet Hartmann, d'être muni d'un escalier d'honneur afin d'éviter la position de l'entrée au point le plus bas du terrain. Aussi y-a-t-il un traitement différent du décor de façade. Notons encore une allure de toiture plus généreuse, entre les avant-corps à la Mansart, ce qui aurait permis une meilleure exploitation du niveau des combles.



Projet Antoine Hartmann, signé le 8.2.1886





Projet de Sosthène Weis, 1911



Projet de prolongement d'un bâtiment à établir sur la rue du Nord, face à l'actuel restaurant Chigerie (projet Jentgen, 1930)

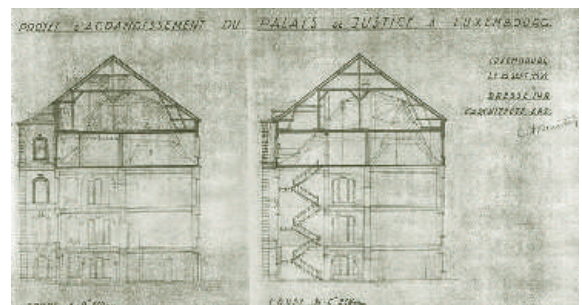
Ci-dessous: projet Reuter, 1940

Au cours de la première moitié du XXe siècle, trois projets non exécutés ont vu le jour. Le projet signé par l'architecte d'Etat Sosthène Weis aurait permis de relier le bâtiment existant au pâté de maison sis face à la place actuelle, qui aurait dû faire place à une nouvelle construction.

1930: L'architecte Jentgen a projeté le prolongement du bâtiment principal du côté de la rue du Nord.

Un petit espace libre dans la rue du Nord aurait suffi pour y ériger un bâtiment à deux niveaux avec un escalier hors d'œuvre. Probablement la décision d'ériger un bâtiment nouveau sur un nouveau site a dû faire avorter cette proposition.

1940: L'architecte Reuter a signé un projet non réalisé, concernant le rehaussement du bâtiment, sans se soucier de la perte de trois générations de toitures historiques.





Le Palais de Justice d'Epernay fut réalisé en 1861 par l'architecte départemental Louis Collin



Le Palais de Justice de Rennes



Autun: hôtel de ville, un autre genre d'édifice public qui exprime par son langage architectural, l'affranchissement des citoyens de l'Ancien Régime

UNE PROLIFÉRATION « ARCHITECTURALE » DE BÂTIMENTS NEUFS : LES TEMPLES DE LA JUSTICE

L'avant-projet de Hartmann, ainsi que le projet exécuté et signé Charles Arendt s'alignent sur la typologie des Palais de Justice ou Hôtels de Ville, réalisés en France tout au long du XIXe siècle. Construits dans un style résolument classique, ces nouveaux bâtiments expriment l'autorité publique affranchie de l'Ancien Régime.

Lorsqu'on prend en considération les villes qui sont accessibles en train depuis Luxembourg et avec lesquelles la ville entretient des liens économiques, on pourrait reconnaître une certaine ressemblance avec le Palais de justice d'Epernay.

ILOT D – RUE DU NORD

L'ancienne propriété Xavier de St-Hubert



L'ancienne propriété de l'industriel Xavier de Saint-Hubert occupe un front de rue de 155 mètres. Cette grande parcelle est établie au 17-19 rue du Nord.

L'ensemble est de construction traditionnelle en moellons de pierres. Les encadrements en pierre de taille rythment la façade enduite.

A l'angle de rue se trouve la maison de maître de l'industriel St-Hubert. Elle dépasse en hauteur les bâtiments environnants par sa toiture à la Mansart, qui s'inscrit dans le prolongement visuel des toitures du Palais de Justice.

Cette demeure s'impose par son décor développé sur les côtés visibles pour le passant. Côté cour, les façades sont plus discrètes.

Placé comme une gloriette au tournant de la rue, surplombant majestueusement la vallée, l'immeuble est destiné à la représentation de son



Maison de maître située à l'angle de la rue du Nord





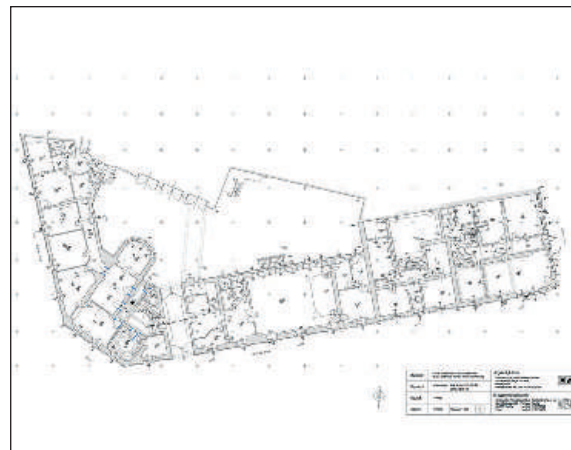
Partie faisant face au parc comportant le portail d'entrée

propriétaire. De chaque côté du bâtiment d'angle on retrouve deux volumes à hauteur différente:

Côté Palais de Justice, le corps de bâtiment bas et allongé est mitoyen au 13, rue du Nord. A l'intérieur du bâtiment se trouva dans le temps un grand réfectoire, une cuisine et des bureaux. La maison avoisinante, 13 rue du Nord et actuel restaurant Chiggerie fut au XIX^e siècle, la maison d'origine de la fabrique de Chicorée de la famille Saint-Hubert.

Côté parc, un grand corps de deux étages sur rez-de-chaussée avec une toiture à deux versants, comprend le porche d'entrée, doté d'encadrements à refends. La maison est mitoyenne et s'aligne par sa hauteur de corniche à l'ancienne maison d'Huart, sise au 21, rue du Nord.

A l'intérieur de la maison de maître, le plan s'adapte à la configuration angulaire de la parcelle. De ce fait la cage d'escalier est de forme



La propriété du côté de la rue du Nord

pentagonale, logée contre la partie aveugle, côté passage.

Dès l'entrée on accède dans un espace peu hiérarchisé et presque austère au premier regard; palier étroit, accès vers la cave peu spacieux et quelques marches peu commodes. Un couloir plus généreux donne à 5 pièces. L'escalier s'oriente vers les pièces et tourne le dos à l'entrée.

Le rez-de-chaussée était à l'origine destiné comme siège social de la manufacture tandis que les étages comportaient les appartements privés du propriétaire.

Ces locaux ont servi dès les années 1920 à des fins administratives et plus récemment ont été occupés par l'administration judiciaire.

L'ensemble de la propriété est doté de caves qui sont issues pour deux d'entre elles d'une époque plus lointaine, ce que sauront sans



Papier d'entête du fabricant de chicorée Auguste de Saint-Hubert. A gauche est représentée la fabrique où les fumées partent des toitures, au centre les médailles sont des distinctions honorifiques qui attestent la qualité du produit fabriqué.

doute démontrer les futures fouilles archéologiques.

Liste des propriétaires successives de la parcelle

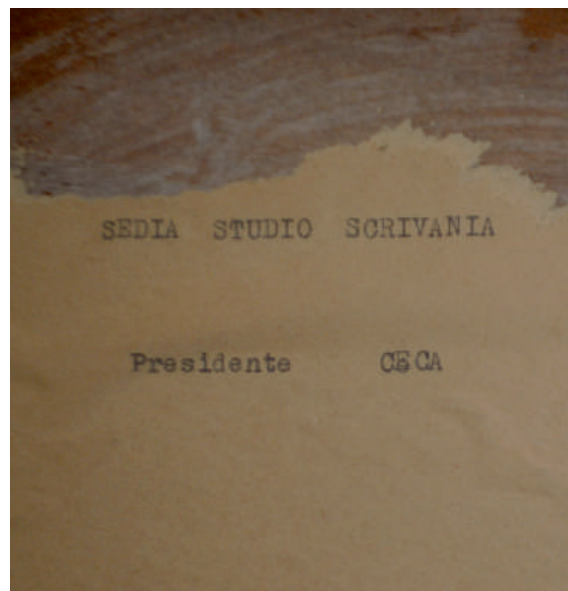
Il faut remonter en 1842 pour tisser l'histoire des Saint-Hubert. Le père, Léopold-Xavier de Saint-Hubert transfère sa fabrique de chicorée de Hollerich, fondée en 1834, dans l'ancienne maison 13, rue du Nord, l'actuel restaurant Chiggerie. Son fils Auguste a ensuite agrandi sa propriété par l'acquisition des friches militaires mises en vente par l'Etat en 1878. Les lots furent réunis en une seule parcelle. Auguste de

Saint Hubert, fabricant de chicorée, y fait construire les bâtiment existants au cours des années 1880. En 1922, la veuve Juliette de Saint-Hubert, née Meyer vend la propriété à la société électrique SOLPEE. A la fin des années 1950 cet ensemble fut acquis par l'Etat luxembourgeois. L'office des séquestres, créé par la loi du 4 octobre 1944 et dissous par le règlement grand-ducal du 10.12.1975 est intervenu pour l'acquisition de l'immeuble (enregistré le 20.05.1962) à la suite de la dissolution de la société SOLPEE ou AEG en date du 20.02.1958.

Depuis 1993 la propriété appartient au Fonds de rénovation.

MOBILIER DU PRESIDENT DE LA COUR DE JUSTICE DE LA CECA

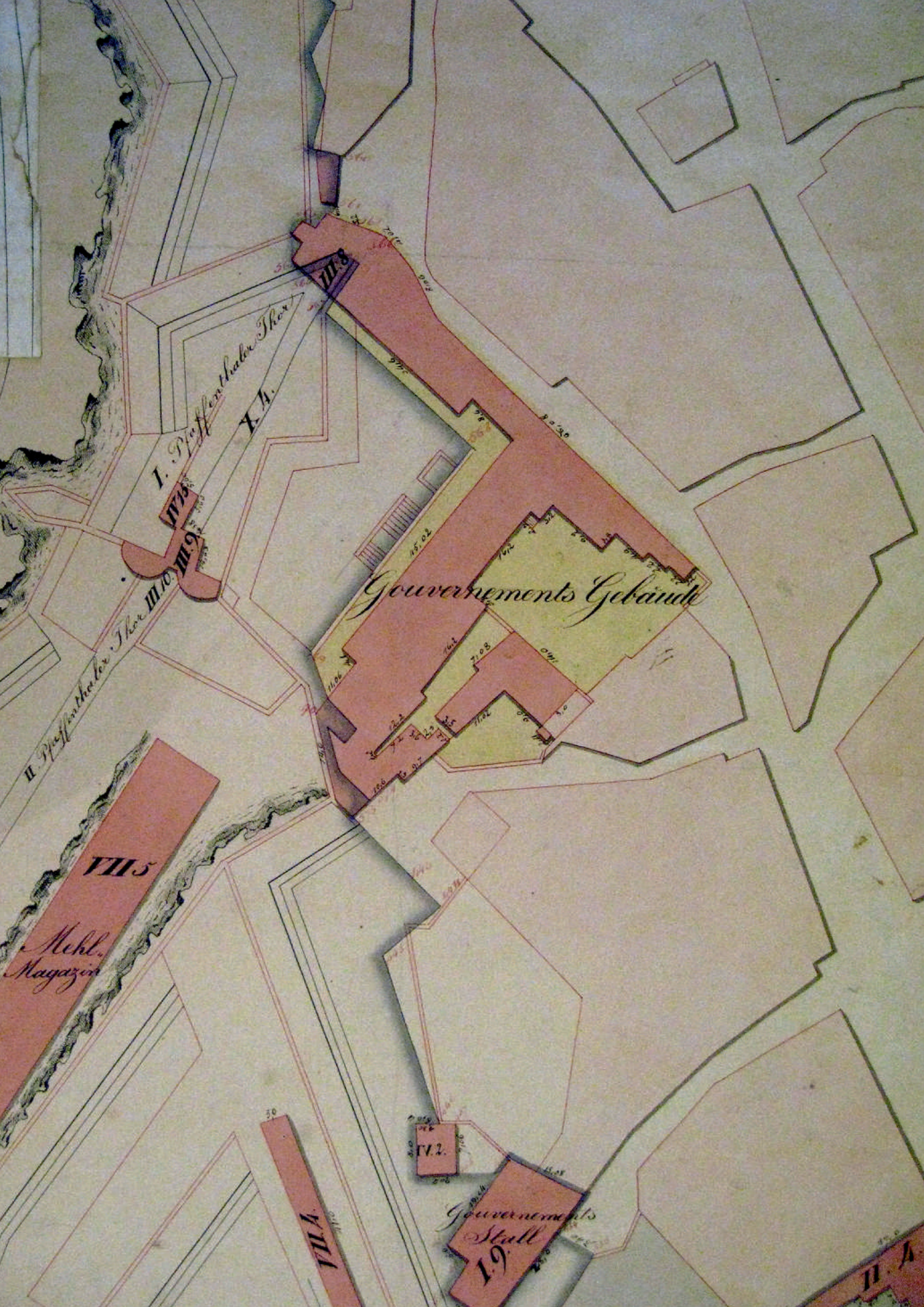
Nous sommes ici en présence du bureau du juge et président Massimo Pilotti, premier président de la Cour de Justice de la CECA (1952-1958). Cette affirmation est basée sur la fonction du bâtiment « Côte d'Eich » durant les années 1950-1970, sur le style du meuble puis surtout par rapport à l'étiquetage en italien, retrouvé sur le dos du mobilier p. ex. « sedia studio scrivania presidente CECA ». Ce bureau fut en place, jusqu'au récent désencombrement de l'immeuble administratif de la côte d'Eich, sans que personne ne se doutait de la valeur historique et symbolique de l'objet. Dans l'attente d'une idée précise quant à la mise en valeur du bureau comme témoin matériel des premières heures de la Cour de justice, le meuble est conservé dans un dépôt des bâtiments publics. (Mobilier dans îlot C: voir p. 42, 43)



Ci-dessus: étiquette collée sur le dos du meuble avec la mention: sedia studio scrivania Presidente CECA

Le bureau documente les premières heures de la Cour de Justice des Communautés européennes qui a élu son siège à Luxembourg





IV. Annexe

Loi du 29 juillet 1993 portant création d'un fonds pour la rénovation de quatre îlots du quartier de la Vieille Ville de Luxembourg.

(Mémorial A n° 59 du 5 août 1993 page 1116; doc. parl. no. 3687; sess. ord. 1992-1993)

modifiée par la:

- a. loi du 20 décembre 2002 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2003 {Art. 42} (Mémorial A n° 143 du 23 décembre 2002 page 3259 ; doc. parl. n° 5000 ; sess. ord. 2002-2003)
- b. loi du 21 décembre 2004 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2005 {Art. 39} (Mémorial A n° 204 du 28 décembre 2004 page 3000 ; doc. parl. n° 5353 ; sess. ord. 2004-2005)
- c. loi du 21 décembre 2007 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2008 {Art. 36} (Mémorial A n° 236 du 27 décembre 2007 page 4104 ; doc. parl. n° 5800 ; sess. ord. 2007-2008)

TEXTE COORDONNE

(Loi du 29 juillet 1993)

Art. 1^{er}. Il est créé sous la dénomination de « fonds de rénovation de la Vieille Ville», ci-après appelé « le fonds», un organe spécial qui a le caractère d'un établissement public et qui est chargé de réaliser, pour le compte de l'Etat, les opérations visées à l'article deux.

(Loi du 21 décembre 2007)

Le fonds est constitué pour une durée de 20 ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.

(Loi du 29 juillet 1993)

Art. 2. Le fonds a pour mission la rénovation, en totalité ou en partie, de quatre îlots d'immeubles dont les parcelles cadastrales sont désignées par les numéros et délimitées par les rues ci-après:

Ilot A : les parcelles 340/831, 341/1494, 343/889, 344/663, 345/634, 348, 352/2226 délimitées par la rue Wiltheim, le boulevard Victor Thorn et la rue Sigefroi;

Ilot B : les parcelles 333, 334/2132, 331/376, 357, 358, 333 délimitées par les rues Sigefroi, de la Boucherie, de la Monnaie, du Palais de Justice et Wiltheim;

Ilot C : les parcelles 209/1005, 209/1006, 327/1103, 328/1007 délimitées par les rues du Nord et du Palais de Justice;

Ilot D : les parcelles 280/1534, 280/1535, 280/1935, 280/2238, 286/2371 délimitées par les rues du Nord et Côte d'Eich.

Les parcelles figurent sur les extraits des plans cadastraux joints en annexe qui font partie intégrante de la présente loi.

La mission du fonds comprend principalement la restauration, la transformation, la construction ou l'adaptation d'immeubles ainsi que l'aménagement des alentours. Les opérations à réaliser par le fonds sont reconnues d'utilité publique. d'immeubles ainsi que l'aménagement des alentours. Les opérations à réaliser par le fonds sont reconnues d'utilité publique.

Art. 3. L'Etat est autorisé à céder au fonds les immeubles qui lui appartiennent dans les îlots précisés à l'article 2.

Les autres propriétaires des immeubles des îlots concernés peuvent soit participer à la réalisation de la mission conférée au fonds, et cela suivant des modalités à convenir entre parties, soit lui céder leurs propriétés au prix du jour sans que toutefois il soit tenu compte d'une augmentation de valeur pouvant résulter des aménagements projetés ou réalisés par le fonds.

Art. 4. Le fonds doit être autorisé par le Gouvernement en conseil pour toutes les opérations concernant l'achat, la vente et l'échange d'immeubles.

L'autorisation du ministre des Finances est seule requise pour la location d'immeubles ou parties d'immeubles qu'il a gardés en propriété.

Les marchés de travaux et de fournitures conclus par le fonds dans l'intérêt de l'accomplissement de sa mission sont soumis à la législation de l'Etat relative aux marchés publics de travaux et de fournitures.

Art. 5. Les acquisitions, les cessions ou les échanges font l'objet d'actes administratifs à recevoir par l'administration de l'Enregistrement et des Domaines.

Les parties sont dispensées de recourir à la vente publique dans les cas visés par la loi du 12 juin 1816 qui détermine les formalités à observer à l'égard de la vente d'immeubles appartenant à des mineurs, à des successions acceptées sous bénéfice d'inventaire, etc., loi qui reste applicable pour le surplus.

(Loi du 21 décembre 2004)

Art. 6. Le fonds supporte les dépenses relatives à sa mission. A cet effet il est autorisé à lancer un ou plusieurs emprunts ou à se faire ouvrir auprès d'un établissement bancaire agréé au Grand-Duché de Luxembourg un ou plusieurs crédits jusqu'à concurrence d'un montant total de 75 millions d'euros.

(Loi du 29 juillet 1993)

Ces opérations financières se font sous la garantie de l'Etat qui en assume les charges d'amortissement et d'intérêts en ce qui concerne le ou les emprunts et les charges d'intérêts en ce qui concerne la totalité du crédit dont dispose le fonds auprès du ou des établissements bancaires.

Les conditions et modalités de l'emprunt, notamment les montants des différentes tranches ainsi que leurs dates d'émission, font l'objet de règlements à prendre par le ministre des Finances. Ces règlements peuvent prévoir que les intérêts du ou des emprunts sont exempts, en tout ou en partie, des impôts présents et futurs.

Les montants, les conditions et les modalités des ouvertures de crédit sont soumis à l'approbation du ministre des Finances.

Art. 7. Le fonds est exempt de tous droits, taxes et impôts généralement quelconques au profit de l'Etat et de la Ville. Cette exemption ne s'applique pas aux salaires des greffiers et conservateurs des hypothèques.

Art. 8. Le fonds est placé sous l'autorité du ministre des Travaux publics qui rend annuellement compte de la gestion du fonds à la Chambre des Députés.

La gestion financière du fonds est soumise au contrôle de la Chambre des Comptes.

Art. 9. Le fonds est administré par un comité-directeur composé d'un délégué du ministre des Travaux publics, d'un délégué du ministre des Finances, d'un délégué du ministre des Affaires culturelles, d'un délégué du ministre du Logement et de l'Urbanisme, d'un délégué du service des sites et monuments historiques et de deux architectes de l'administration des Bâtiments Publics.

La Ville de Luxembourg y est représentée avec voix consultative.

Le comité-directeur est présidé par le délégué du ministre des Travaux publics, ou, en cas d'empêchement, par le délégué du ministre des Finances.

Art. 10. Le président et les membres du comité-directeur sont nommés et révoqués par le ministre des Travaux publics sur proposition des ministres concernés. Le ministre des Travaux publics peut nommer un ou plusieurs représentants des riverains qui n'ont que voix consultative et dont le choix se fait parmi les propriétaires d'immeubles situés dans les différents îlots.

Le comité-directeur est assisté d'un secrétariat dont les membres sont nommés par le ministre des Travaux publics.

Les décisions du comité-directeur sont soumises à l'approbation du ministre des Travaux publics, l'accord du ministre des Affaires culturelles étant requis pour toute question d'ordre esthétique, historique et archéologique.

Art. 11. L'exécution des décisions du comité-directeur, l'expédition des affaires courantes du fonds ainsi que la représentation du fonds en justice et dans tous autres actes privés et publics sont assurées par le président.

Art. 12. Dans la mesure de ses moyens, l'Etat met à la disposition du fonds les services, l'équipement et les installations nécessaires à son fonctionnement. Le fonds peut, sur autorisation du ministre des Travaux publics, s'assurer tous autres concours pour lui permettre d'exécuter sa mission.

Art. 13. Avant le 1er avril de chaque année, le comité-directeur soumet au Gouvernement un état d'avancement des travaux ainsi que l'inventaire, le bilan, le compte d'exploitation et le compte de profits et pertes du fonds, lesquels sont vérifiés et arrêtés par la Chambre des Comptes. La forme de ces documents comptables est déterminée par le ministre des Travaux publics, sur avis du ministre des Finances.

Art. 14. Le fonds est dissous, soit de plein droit par l'expiration du temps pour lequel il a été formé ou par la consommation de l'opération qu'il avait pour objet, soit par décision du comité-directeur approuvée par le ministre des Travaux publics et le ministre des Finances. La dissolution se fait par règlement grand-ducal qui détermine, sous la réserve des droits des tiers, les conditions dans lesquelles s'opère la liquidation du fonds.



V. Comptes annuels



BDO Compagnie Fiduciaire

2, Avenue Charles de Gaulle
Boîte Postale 951
L-2019 Luxembourg
Tél +352 45 123-1
www.bdo.lu

RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES

Au Comité Directeur du
Fonds de Rénovation de la Vieille Ville
Etablissement Public

Conformément au mandat donné par le Comité Directeur, nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints du Fonds de Rénovation de la Vieille Ville, comprenant le bilan au 31 décembre 2008, le compte de profits et pertes pour l'exercice clos à cette date et l'annexe contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Responsabilité du Comité Directeur dans l'établissement et la présentation des comptes annuels

Le Comité Directeur est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces comptes annuels, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, le choix et l'application de principes et méthodes comptables appropriés, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité du réviseur d'entreprises

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit telles qu'adoptées par l'Institut des réviseurs d'entreprises. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures relève du jugement du réviseur d'entreprises, de même que l'évaluation du risque que les comptes annuels contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, le réviseur d'entreprises prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des comptes annuels afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci.

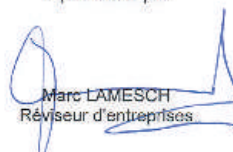
Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Comité Directeur, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des comptes annuels.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière du Fonds de Rénovation de la Vieille Ville au 31 décembre 2008, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg.

BDO Compagnie Fiduciaire S.A.
représentée par


Marc LAMESCH
Réviseur d'entreprises

Fonds de Rénovation de la Vieille Ville

ACTIF	Notes	2008 EUR	2007 EUR
<i>Actif immobilisé</i>			
• Immobilisations corporelles	(5)	32.322.014,91	31.809.406,70
		32.322.014,91	31.809.406,70
<i>Actif circulant</i>			
• Stocks			
Immeubles en cours de rénovation	(6)	22.532.407,77	22.178.887,77
• Autres créances		2.437.011,00	3.749.739,74
• Avoirs en banque		372.006,41	2.583.873,28
		25.341.425,18	28.512.500,79
		57.663.440,09	60.321.907,49

(avec chiffres comparatifs au 31 décembre 2007 en EUR)

PASSIF

Notes

2008
EUR

2007
EUR

Capitaux propres

- Dotations en capital (3) 23.331.614,04 23.331.614,04
- Résultats reportés -5.026.545,68 -4.763.349,31
- Perte de l'exercice -302.647,01 -263.196,37

18.002.421,35

18.305.068,36

Dettes

- Dettes envers des établissements de crédit (4) 39.443.008,96 41.660.789,44
- Autres dettes 218.009,78 356.049,69

39.661.018,74

42.016.839,13

57.663.440,09

60.321.907,49

Fonds de Rénovation de la Vieille Ville

PROFITS ET PERTES	Notes	2008 EUR	2007 EUR
<i>Produits d'exploitation</i>			
• Variation du stock d'immeubles en cours de rénovation	(7)	1.690.116,91	2.547.401,92
• Autres produits d'exploitation		255.955,59	195,285,03
		1.946.072,50	2.742.686,95
<i>Charges d'exploitation</i>			
• Autres charges externes	(8) et (9)	-2.047.382,28	-2.824.975,37
• Frais de pers. et org. de dir.		-148.104,38	-142.849,94
• Corr. de valeur sur immobilisations corporelles et incorporelles	(5)	-42.984,37	-44.152,90
		-2.238.471,03	-3.011.978,21
<i>Résultat d'exploitation</i>		-292.398,53	-269.291,26
Intérêts et produits assimilés		11.425,01	1.097,96
Intérêts et charges assimilées		-1.719.442,27	-1.650.065,56
		-1.708.017,26	-1.648.967,60
<i>Résultat provenant des activités ordinaires</i>		-2.000.415,79	-1.918.258,86
Produits exceptionnels	(10)	1.697.768,78	1.655.062,49
Résultat exceptionnel		1.697.768,78	1.655.062,49
Perte de l'exercice		-302.647,01	-263.196,37

Annexe aux comptes annuels au 31 décembre 2008

Note 1 – Généralités

Le Fonds de Rénovation de la Vieille Ville (« le Fonds ») est un établissement public institué par la loi du 29 juillet 1993. La mission du Fonds comprend principalement la restauration, la transformation, la construction ou l'adaptation d'immeubles qui lui ont été cédés dans cet objectif par l'Etat ainsi que l'aménagement des alentours. Le Fonds perçoit des loyers afférents aux seuls immeubles loués aux particuliers. Les opérations à réaliser par le Fonds sont reconnues d'utilité publique.

Le Fonds est exempt de tous droits, taxes et impôts au profit de l'Etat et des communes et aucune obligation ne lui est faite quant à la présentation de ses états financiers annuels.

Bien que la loi du 29 juillet 1993 instituant le Fonds ne prévoie pas de vérification des comptes annuels par un réviseur externe, le comité-directeur du Fonds a jugé utile de soumettre à l'examen d'un réviseur d'entreprises les comptes annuels du Fonds.

Note 2 – Règles d'évaluation

Les principales règles d'évaluation appliquées par le Fonds peuvent être résumées comme suit :

2.1 Immobilisations corporelles

Les valeurs immobilisées sont portées à l'actif du bilan à leur prix de revient. Les amortissements sont pratiqués sur base de la méthode linéaire

aux taux généralement admis. Les principaux taux d'amortissement annuels sont les suivants :

- Autres installations, outillage et mobilier 10 à 20 %
- Maison Gëlle Klack 2 %

Le Musée National d'Histoire et d'Art, achevé au courant de l'année 2002 n'a pas subi d'amortissement en 2008 (voir Note 5).

Le bâtiment du Conseil d'Etat, achevé fin décembre 2006, n'a pas subi d'amortissement en 2008 (voir Note 5)

2.2 Stocks – Immeubles en cours de rénovation

Le stock des immeubles en cours de rénovation est valorisé à la valeur d'apport par l'Etat, correspondant à la valeur estimée à cette date par l'Administration des Bâtiments Publics, et pour les immeubles acquis à titre onéreux, à la valeur d'acquisition. Ce stock reprend indistinctement les immeubles destinés à la location et à la vente, l'affectation de ceux-ci n'intervenant qu'à l'achèvement du projet auquel ils se rapportent. Le stock comprend en plus de la valeur d'apport ou d'acquisition les coûts des rénovations effectuées.

Note 3 – Dotations en capital

Conformément à la loi du 29 juillet 1993 portant création du Fonds, l'Etat a cédé au fonds le 1er octobre 1994 quatre îlots d'immeubles désignés par la loi précitée, représentant une valeur déterminée par l'Administration des Bâtiments Publics à LUF 939.195.000,--.

En date du 24 juillet 2000 a été acquis par le Fonds de la part de l'Etat un immeuble d'une valeur de LUF 2.000.000,--, ce qui augmente la dotation en capital à LUF 941.195.000,-- converti au 1er janvier 2002 au cours officiel de EUR = 40,3399 LUF, soit EUR 23.331.614,04.

Note 4 – Dettes envers des établissements de crédit

Ce poste représente une avance à terme de EUR

7.436.805,74, ainsi que des comptes-courants à hauteur de EUR 32.006.203,22 (intérêts courus compris).

Conformément à la loi du 29 juillet 1993, ces dettes bancaires bénéficient de la garantie de l'Etat qui en assure les charges d'intérêts. En conséquence, les charges d'intérêts supportées au cours de l'exercice sont refacturées à l'Etat et les revenus ainsi générés sont repris sous le poste « produits exceptionnels ».

Note 5 – Mouvements de l'actif immobilisé

	Valeur brute 01.01.08 EUR	Corr. val. cumulées 01.01.08 EUR	Valeur nette 01.01.08 EUR	Variation 2008	Corr. Valeur de l'année EUR	Valeur nette 31.12.08 EUR
Immobilisations corporelles						
– Maison Gëlle Klack – Terrain	109.073,15	0,00	109.073,15	0,00	0,00	109.073,15
– Maison Gëlle Klack – Travaux et rénovations	2.106.252,55	-139.895,32	1.966.357,23	5.996,72	-42.225,52	1.930.128,43
– Autres installations, outillage et mobilier	49.885,00	-47.851,31	2.033,69	0,00	-758,85	1.274,84
– Musée National d'Histoire et d'Art	26.050.883,66	0,00	26.050.883,66	425.649,10	0,00	26.476.532,76
– Conseil d'Etat batiment et rénovations	3.681.058,97	0,00	3.681.058,97	0,00	0,00	3.681.058,97
– 6, rue Wiltheim – Terrain	0,00	0,00	0,00	25.780,93	0,00	25.780,93
– 6, rue Wiltheim – Bâtiment	0,00	0,00	0,00	98.165,83	0,00	98.165,83
	31.997.153,33	-187.746,63	31.809.406,70	555.592,58	-42.984,37	32.322.014,91

Le Musée National d'Histoire et d'Art, ayant ouvert ses portes le 21 juin 2002 a été transféré en 2002 de la rubrique bilantaire Stocks-Immeubles en cours de rénovation à l'Actif Immobilisé. Aucun

amortissement n'a été enregistré au courant de l'exercice. Le Musée est destiné à être repris par l'Etat luxembourgeois lors de l'achèvement complet de l'objet du Fonds.

La Maison Gëlle Klack ayant été achevée en 2005, il a été décidé de l'immobiliser et de procéder à un amortissement portant sur une période de 50 ans. La dotation de l'exercice s'élève à EUR 42.225,52.

En décembre 2006 le Conseil d'Etat a été achevé, celui-ci a été transféré en 2007 de la rubrique bilantaire Stocks-Immeubles en cours de rénovation à l'Actif Immobilisé. Aucun amortissement n'a été enregistré au courant de l'exercice. Des travaux de finition ont été réalisés courant 2008 et ont été immobilisés pour EUR. 425.649,10.

La maison située 6, rue Wiltheim étant définitivement achevée en 2008, il a été décidé de l'immobiliser. L'amortissement débutera sur 2009.

Note 6 – Stocks – Immeubles en cours de rénovation

Ce montant représente le stock d'immeubles cédés par l'Etat ainsi que les immeubles acquis par le Fonds dont il a pour mission leur restauration.

Au courant de 2008, le Fonds a continué à réaliser une partie des immeubles. Le prix réalisé lors de la vente a été diminué directement de la valeur des stocks sans qu'une plus ou moins value n'ait été enregistrée au compte de résultat. Ceci sera le cas après achèvement et réalisation définitive de l'ensemble des immeubles destinés à la revente.

Note 7 – Variation du stock d'immeubles en cours de rénovation

Ce poste représente les mouvements sur stocks résultant de l'enregistrement à l'actif du bilan

des frais de rénovation au courant de l'année 2008.

Note 8 – Autres charges externes

Ce poste est essentiellement composé de frais liés à la rénovation des bâtiments.

Note 9 – Rémunérations allouées aux membres des organes de direction

Le montant des rémunérations nettes allouées aux membres des organes de direction s'est élevé pour l'exercice à EUR 36.843,25.

Note 10 – Produits exceptionnels

Ce poste est représenté essentiellement par les intérêts débiteurs mis en charge par les banques et remboursés au Fonds par l'Etat.

Note 11 – Impôts et taxes

Conformément à la loi du 29 juillet 1993, le Fonds est exempt de tous droits, taxes et impôts généralement quelconques au profit de l'Etat et de la Ville.

Note 12 – Immeubles occupés par l'Etat à titre gratuit

Une partie des immeubles sont occupés par différentes Administrations de l'Etat luxembourgeois. Ils ne produisent pas de revenus de location pour le Fonds, tout en engendrant des charges d'exploitation à supporter par le Fonds.

Crédits photos et documents graphiques

ADMINISTRATION DU CADASTRE

p. 18

ARCHIVES NATIONALES

p. 27, 41, 44, 45, 46, 52

BATIMENTS PUBLICS

p. 27, 46

LINSTER MARTIN, photographe

couverture, p. 22, 36

METAFORM

p. 15, 20, 21

MHVL

p. 33

PHOTOTHEQUE DE LA VILLE DE LUXEMBOURG

p. 29, 50

UNIVERSITE LIEGE

p. 33

WEBER CHRISTOF, photographe

p. 8, 9, 10, 11, 12, 13, 56

Les illustrations réalisées par le Fonds ne sont pas spécialement mentionnées dans cette rubrique.

Remerciements aux Services étatiques et communaux pour leur aide précieuse.

© FRVV 2009

Auteurs:

Pierre Kieffer, Isabelle Yegles-Becker

Ont collaboré à cette édition:

Serge Hoffmann, président du Fonds

et les ingénieurs et architectes collaborateurs du Fonds

ISBN 978-2-9599961-7-7

Rapport édité en 1.000 exemplaires

Impression: Imprimerie Centrale S. A., Luxembourg

